

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1956-1957.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1956.

Rapport de la Commission de la Reconstruction chargée d'examiner le projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparation à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918 et aux victimes civiles de la guerre 1940-1945.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1956-1957.

VERGADERING VAN 20 DECEMBER 1956.

Verslag van de Commissie van Wederopbouw, belast met het onderzoek van het wetsontwerp strekkende tot het verwezenlijken van sommige aanpassingen inzake het herstel te verlenen aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 en aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945.

Présents : LACROIX, président-rapporteur. CAMBY, DERBAIX, EDEBAU, GODIN, M^{me} LEHOUCK
MM. PONTUS et VERMANDELE.

MESDAMES, MESSIEURS,

La Commission de la Reconstruction a examiné le projet dont l'intitulé figure ci-dessus, en ses séances des 5 et 20 décembre 1956.

M. le Ministre de la Santé Publique et de la Famille a fait un exposé se rapportant à l'économie de ce projet.

Il peut se résumer de la façon suivante :

Le projet a un triple objet :

1^o accorder aux victimes civiles des deux guerres et à leurs ayants droit divers ajustements de pension ;

2^o corriger et compléter la loi du 15 mars 1954, en vue d'assouplir la procédure de cette loi relative aux pensions des victimes civiles de la guerre 1940-1945 ;

3^o pour les invalides civils de la guerre 1914-1918, rouvrir les délais pour l'introduction des demandes en revision pour aggravation d'infirmité. En même temps, assouplir les conditions exigées pour bénéficier de cette revision.

R. A 5248.

Voir :

Document du Sénat :
357 (Session de 1955-1956) : Projet de loi.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

De Commissie van Wederopbouw heeft dit ontwerp in haar vergaderingen van 5 en van 20 December 1956 onderzocht.

De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin heeft de economie van het ontwerp uiteengezet.

Zijn betoog kan als volgt samengevat worden .

Het ontwerp streeft een drievoudig doel na :

1^o verschillende pensioenaanpassingen toe te staan aan de burgerlijke slachtoffers van beide oorlogen en aan hun rechthebbenden ;

2^o de wet van 15 Maart 1954 te verbeteren en aan te vullen, ten einde de toepassing van deze wet betreffende de pensioenen der burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 soepeler te maken ;

3^o voor de burgerlijke invaliden van de oorlog 1914-1918, de termijnen van indiening voor aanvragen om herziening wegens verergering van hun kwaal opnieuw te openen en bovendien de voorwaarden voor herziening soepeler te maken.

R. A 5248.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :
357 (Zitting 1955-1956) : Wetsontwerp.

Ajustement des pensions.

Invalides civils de la guerre 1914-1918 :

En vertu de l'article 4 de la loi du 16 mars 1954, les invalides civils de la guerre 1914-1918 dont le dommage est la conséquence d'un acte patriotique, ont obtenu une majoration de pension de 10 p. c.; les victimes accidentelles de la même guerre n'ont pas obtenu une telle majoration.

D'autre part, la loi du 15 mars 1954 a octroyé aux victimes accidentelles de la guerre 1940-1945 des taux de pension supérieurs à ceux prévus pour les victimes accidentelles de la guerre 1914-1918.

Il est nécessaire de rétablir l'équilibre entre les diverses catégories de victimes civiles des deux guerres.

C'est pour cette raison qu'une première majoration de 10 p. c. en moyenne du taux de leur pension est accordée à partir du 1^{er} janvier 1957 aux victimes accidentelles de la guerre 1914-1918.

Cette première majoration de 10 p. c. du taux de pension des victimes accidentelles de la guerre 1914-1918 a pour conséquence d'accorder à ces victimes accidentelles les mêmes taux de pension qu'aux victimes accidentelles de la guerre 1940-1945.

Outre cette première majoration de 10 p. c. réservée aux victimes accidentelles de la guerre 1914-1918, il est accordé à tous les invalides civils de la guerre 1914-1918 une majoration de :

- 10 p. c. à partir du 1^{er} janvier 1957;
- 15 p. c. à partir du 1^{er} juillet 1958;
- 20 p. c. à partir du 1^{er} juillet 1959.

Lorsqu'il s'agit d'amputés ou d'invalides à 100 p. c. bénéficiant de l'indemnité spéciale pour aide d'une tierce personne, les majorations prévues ci-dessus seront respectivement de 15, 20 et 25 p. c.

De plus, et à partir également du 1^{er} janvier 1957, les indemnités pour aide d'une tierce personne et les indemnités pour amputation sont majorées de 20 p. c.

Les taux de pensions seront donc les suivants au 1^{er} janvier 1957 (voir tableau Annexe I et Annexe II).

Veuves de victimes civiles de la guerre 1914-1918 :

Les veuves de victimes civiles de la guerre 1914-1918 dont le dommage est la conséquence d'un acte patriotique, ont obtenu, en vertu de l'article 4 de la loi du 16 mars 1954, une majoration de 10 p. c. du taux de leur pension.

Les veuves de victimes accidentelles de la même guerre n'avaient pas obtenu un tel avantage.

En conséquence, il est accordé aux veuves de victimes accidentelles de la guerre 1914-1918, une majoration de 10 p. c. du taux de leur pension.

Pensioenaanpassingen.

Burgerlijke invaliden van de oorlog 1914-1918 :

Krachtens artikel 4 van de wet van 16 Maart 1954 hebben de burgerlijke invaliden van de oorlog 1914-1918, wier schade het gevolg is van een vaderlandlievende daad, een pensioensverhoging van 10 pct. bekomen; de toevallige slachtoffers van dezelfde oorlog hebben zulk een verhoging niet verkregen.

Voorts heeft de wet van 15 Maart 1954 aan de toevallige slachtoffers van de oorlog 1940-1945 een hoger pensioen verleend dan de toevallige slachtoffers van de oorlog 1914-1918 genieten.

Het evenwicht tussen de verschillende categorieën burgerlijke slachtoffers van beide oorlogen dient hersteld te worden.

Derhalve wordt met ingang van 1 Januari 1957 een eerste pensioenverhoging van gemiddeld 10 pct. verleend aan de toevallige slachtoffers van de oorlog 1914-1918.

Deze eerste pensioenverhoging met 10 pct. voor de toevallige slachtoffers van de oorlog 1914-1918 heeft tot gevolg dat deze toevallige slachtoffers hetzelfde pensioen zullen genieten als de toevallige slachtoffers van de oorlog 1940-1945.

Naast deze eerste verhoging met 10 pct. ten bate van de toevallige slachtoffers van de oorlog 1914-1918 wordt aan alle burgerlijke invaliden van de oorlog 1914-1918 een verhoging toegestaan van :

- 10 pct. met ingang van 1 Januari 1957;
- 15 pct. met ingang van 1 Juli 1958;
- 20 pct. met ingang van 1 Juli 1959.

Wanneer het geamputeerden of 100 pct.-invaliden betreft die recht hebben op de speciale vergoeding voor hulp van een derde persoon, zullen de hierboven vermelde verhogingen respectievelijk 15, 20 en 25 pct. belopen.

Bovendien worden, eveneens met ingang van 1 Januari 1957, de vergoedingen voor hulp van een derde persoon en de amputatievergoedingen met 20 pct. verhoogd.

De pensioenbedragen zullen dus op 1 Januari 1957 de volgende zijn (zie tabel Bijlage I en Bijlage II).

Weduwen van burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 :

De weduwen van burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 wier schade het gevolg is van een vaderlandlievende daad, hebben krachtens artikel 4 van de wet van 16 Maart 1954 een pensioenverhoging van 10 pct. bekomen.

De weduwen van toevallige slachtoffers van dezelfde oorlog hadden dit voordeel niet verkregen.

Derhalve wordt aan de weduwen van toevallige slachtoffers van de oorlog 1914-1918 een pensioenverhoging van 10 pct. toegestaan.

Invalides civils de la guerre 1940-1945 :

Ceux-ci obtiendront une majoration de 10 p. c. à partir du 1^{er} janvier 1957, 15 p. c. à partir du 1^{er} juillet 1958 et 20 p. c. à partir du 1^{er} juillet 1959.

Ces majorations deviendront 15, 20 et 25 p. c. lorsqu'il s'agit d'amputés ou d'invalides à 100 p. c. qui nécessitent l'aide d'une tierce personne.

D'autre part, et à partir du 1^{er} janvier 1957, ces dernières indemnités sont majorées de 20 p. c.

Les indemnités pour amputation sont majorées de 25 p. c. à partir du 1^{er} janvier 1957.

Veuves et orphelins :

Les veuves non remariées de victimes civiles de la guerre 1914-1918 dont le décès est la conséquence d'un acte patriotique, ont obtenu par le vote de la loi du 16 mars 1954, une majoration de 10 p. c. de leur pension.

Le présent projet tend donc à accorder aux veuves non remariées de victimes civiles de la guerre 1940-1945, une majoration de 10 p. c. du taux de leur pension.

D'autre part, les pensions d'orphelins de victimes civiles de la guerre 1940-1945 sont également majorées de 10 p. c.

Réouverture des délais

Par la loi du 28 juillet 1953, seuls les invalides civils de la guerre 1914-1918 dont le dommage est la conséquence d'un acte patriotique, avaient été autorisés à introduire une demande en révision pour aggravation de leurs infirmités.

En vertu du nouveau projet de loi, tous les invalides civils de la guerre 1914-1918 pourraient aller en aggravation pendant une nouvelle période de deux ans.

Pourraient donc bénéficier de cette nouvelle disposition, tant les victimes dont le dommage est la conséquence d'un acte patriotique que les victimes dont le dommage n'est pas la conséquence d'un tel acte.

Le texte de l'article 7 de la loi du 28 juillet 1953 a de plus été assoupli.

Il est toujours exigé que le taux d'invalidité sur lequel l'invalidé est pensionné soit de 20 p. c. au moins. Ce taux d'invalidité doit toujours s'être aggravé de 20 p. c. lors de la nouvelle expertise médicale. Mais il n'est plus exigé que le nouveau taux d'invalidité constaté soit de 60 p. c. au moins pour que la pension complémentaire soit accordée.

Un invalide pensionné sur un taux de 20 p. c. et dont le taux d'invalidité s'est aggravé de 20 p. c. pourra donc obtenir la pension complémentaire, alors qu'antérieurement celle-ci lui était refusée.

Burgerlijke invaliden van de oorlog 1940-1945 :

Dezen verkrijgen een verhoging van 10 pct. met ingang van 1 Januari 1957, van 15 pct. met ingang van 1 Juli 1958 en van 20 pct. met ingang van 1 Juli 1959.

Deze verhogingen zullen 15, 20 en 25 pct. bedragen wanneer het geamputeerden of 100 pct.-invaliden betreft die de hulp van een derde persoon nodig hebben.

Voorts zullen laatstgenoemde vergoedingen, van 1 Januari 1957 af, met 20 pct. verhoogd worden.

De amputatievergoedingen worden van 1 Januari 1957 af met 25 pct. verhoogd.

Weduwen en wezen :

De niet hertrouwde weduwen van burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918, wier overlijden het gevolg is van een vaderlandslievende daad, hebben krachtens de wet van 16 Maart 1954 een pensioensverhoging van 10 pct. bekomen.

Dit wetsontwerp nu strekt er toe het pensioen van de niet hertrouwde weduwen van burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 met 10 pct. te verhogen.

Ook de pensioenen van de wezen van burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 worden met 10 pct. verhoogd.

Heropening van de termijnen

Krachtens de wet van 28 Juli 1953 mochten alleen de burgerlijke invaliden van de oorlog 1914-1918, wier schade het gevolg was van een vaderlandslievende daad, een herziening aanvragen wegens verergering van hun kwaal.

Op grond van het nieuwe wetsontwerp zullen alle burgerlijke invaliden van de oorlog 1914-1918 een dergelijke aanvraag gedurende een nieuwe periode van twee jaren kunnen indienen.

Bijgevolg zullen zowel de slachtoffers wier schade het gevolg is van een vaderlandslievende daad als de slachtoffers wier schade niet het gevolg is van een dergelijke daad, zich op die nieuwe bepaling kunnen beroepen.

Bovendien werd de tekst van artikel 7 van de wet van 28 Juli 1953 verzacht.

Nog steeds wordt geëist dat het invaliditeitspercentage op grond waarvan de betrokkene gepensionneerd wordt, ten minste 20 pct. bedraagt. De invaliditeit moet nog altijd met 20 pct. gestegen zijn bij het nieuw geneeskundig onderzoek. Maar om het aanvullend pensioen te verkrijgen wordt niet langer geëist dat het nieuw geconstateerde invaliditeitspercentage ten minste 60 pct. beloopt.

Een invalide die wegens een percentage van 20 pct. werd gepensionneerd en wiens invaliditeit met 20 pct. is verergerd, zal dus het aanvullend pensioen kunnen trekken, waar het hem vroeger geweigerd werd.

La troisième amélioration proposée vise à assouplir les effets de la loi du 15 mars 1954 et à permettre à l'administration des pensions d'aller au devant de nombreuses difficultés que le législateur n'avait pu prévoir à cette époque.

DISCUSSION GÉNÉRALE.

Un commissaire signale qu'il a été frappé par la remarque faite par le Conseil d'Etat en ce qui concerne le présent projet. N'y a-t-il pas confusion ?

Il craint que le fait de toujours revoir les lois de réparation n'aboutisse à en retarder l'application.

Il signale des cas de personnes qui attendent depuis de longues années et n'ont pas encore vu leur dossier mis à l'étude.

Il marque son accord sur les ajustements prévus mais fait des réserves au sujet de la réouverture des délais pour aggravation.

M. le Ministre dans sa réponse fait en premier lieu les remarques suivantes quant à l'observation présentée par le Conseil d'Etat. Dans son avis, le Conseil d'Etat estime que la législation relative aux victimes civiles de la guerre 1914-1918 a déjà été remaniée à de nombreuses reprises et qu'il s'en suit que la matière est devenue particulièrement confuse.

Le Conseil d'Etat constate que les modifications envisagées ne feront qu'aggraver cet état de choses et qu'une coordination serait indispensable.

Dans son avis, il semble que le Conseil d'Etat a négligé de tenir compte que de nombreuses parties de la législation relative aux victimes civiles de la guerre 1914-1918 sont devenues sans application. Les délais pour l'introduction des demandes de pension d'invalidité sont clos en effet depuis le 31 décembre 1927. En vertu du projet de loi, ces invalides pourraient toutefois de nouveau introduire des demandes en revision pour aggravation de leurs infirmités, mais uniquement pour celles qui donnent déjà lieu à pension. Or, l'article 7 de la loi du 28 juillet 1953 modifié par l'article 5 du projet de loi en discussion contient toutes les dispositions nécessaires à l'instruction de ces demandes en revision. D'autre part, il est certain que chaque année décèdent un certain nombre d'invalides civils, et que de ce fait des demandes de pension d'ayants droit sont encore introduites, mais l'article 3 de la loi du 28 juillet 1953 a coordonné les différents textes relatifs aux pensions d'ayants droit. Enfin, les taux des pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918 et de leurs ayants droit ont déjà été rajustés à plusieurs reprises, mais en vertu de l'article premier du présent projet de loi, le calcul du taux de ces pensions a été considérablement simplifié.

Le Ministre fait remarquer en outre que le nouveau projet de loi ne retardera pas l'examen des dossiers, mais au contraire accélérera cet examen.

En effet, les pensions sont certes réadaptées, mais il s'agit là d'un simple calcul. Mais, d'autre part,

De derde voorgestelde verbetering strekt er toe de werking van de wet van 15 Maart 1954 te versoepelen en het bestuur der pensioenen in de gelegenheid te stellen talrijke moeilijkheden op te lossen welke de toenmalige wetgever niet kon voorzien.

ALGEMENE BERAADSLAGING.

Een lid zegt dat de opmerking van de Raad van State in verband met dit ontwerp hem getroffen heeft. Is er geen verwarring ?

Hij vreest dat door de herhaalde herziening van de vergoedingswetten de toepassing ten slotte op de lange baan geschoven wordt.

Hij noemt het geval van personen die reeds verscheidene jaren wachten en wier dossier nog steeds niet in behandeling is genomen.

Hij is het eens met de aanpassingen, maar maakt voorbehoud wat betreft de heropening van de termijnen wegens verergering.

De Minister heeft het in zijn antwoord allereerst over de opmerkingen van de Raad van State. Deze wijst er op dat de wetgeving betreffende de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 reeds herhaaldelijk is gewijzigd, zodat de overzichtelijkheid er ten eerste onder geleden heeft.

De Raad van State stelt vast dat de voorgenomen wijzigingen deze toestand nog zullen verergeren en dat een nieuwe coördinatie onmisbaar lijkt.

Het schijnt wel dat de Raad van State in zijn advies er geen rekening mede heeft gehouden dat een groot deel van de wetgeving betreffende de burgerlijke slachtoffers 1914-1918 niet meer wordt toegepast. De termijnen voor het indienen van de aanvragen om een invaliditeitspensioen zijn immers sedert 31 December 1927 verstreken. Krachtens het wetsontwerp zouden die invaliden echter opnieuw een aanvraag kunnen indienen tot herziening wegens verergering van hun kwaal, doch alleen in die gevallen waar reeds een pensioen wordt uitgekeerd. Artikel 7 van de wet van 28 Juli 1953, gewijzigd bij artikel 5 van het besproken wetsontwerp, bevat reeds alle maatregelen voor het onderzoek van die aanvragen tot herziening. Verder staat het vast dat elk jaar een bepaald aantal burgerlijke invaliden overlijden, waarna nog pensioenaanvragen van rechthebbenden worden ingediend, maar artikel 3 van de wet van 28 Juli 1953 heeft de verschillende teksten met betrekking tot het pensioen van de rechthebbenden geordend. Ten slotte werden de pensioenen der burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 en van hun rechthebbenden reeds meermaals aangepast, doch krachtens artikel 1 van dit wetsontwerp wordt de berekening van die pensioenen sterk vereenvoudigd.

De Minister merkt bovendien op, dat het nieuwe wetsontwerp de behandeling van de dossiers niet zal vertragen, maar integendeel bespoedigen.

Voorzeker, de pensioenen worden aangepast, maar het gaat hier slechts om een eenvoudige berekening.

les modifications apportées à la loi du 15 mars 1954 relative aux victimes civiles de la guerre 1940-1945 et à leurs ayants droit auront pour effet d'accélérer l'examen des dossiers. En effet, les modifications proposées ont pour objet d'améliorer certains textes qui ont donné lieu à de nombreuses contestations et d'alléger la procédure.

Les explications fournies permettent au membre qui est intervenu de se déclarer satisfait, mais il insiste à nouveau au sujet des lenteurs constatées dans certains cas.

Le cas des victimes des Cantons de l'Est a été évoqué. Le Ministre signale à ce sujet que le retard dans l'examen des dossiers des victimes des Cantons de l'Est est dû aux raisons suivantes :

C'est seulement en 1947 qu'il a été décidé d'admettre comme fait de guerre l'incorporation forcée dans la Wehrmacht.

D'autre part, et parmi ces victimes existaient de très nombreux disparus. Les familles étaient dans l'incertitude du sort des intéressés parce qu'elles pouvaient peut-être supposer que ceux-ci étaient toujours prisonniers dans les camps de l'U.R.S.S.

Enfin, de nombreux cas d'incivisme avaient été constatés. Il a fallu adapter les instructions relatives à l'incivisme aux circonstances particulières des Cantons de l'Est.

Une Commission spéciale a été créée à Verviers en 1950, afin que les dossiers des victimes des Cantons de l'Est soient examinés en tenant compte des circonstances particulières des Cantons.

Un membre félicite et remercie le Ministre qui est le premier à avoir déposé un projet qu'il attend depuis longtemps et qui tient compte des victimes des Cantons de l'Est dont la plupart méritent l'attention des pouvoirs publics.

Un membre rend les commissaires attentifs sur la portée de la loi qui apporte aux victimes des satisfactions nombreuses et légitimes, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 1957, ce qui implique qu'il est souhaitable de passer à la discussion des articles. Le Ministre insiste dans le même sens.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1^{er}.

L'article 1^{er} prévoit la simplification et la majoration des taux.

Le Ministre déclare qu'il ne pourra admettre d'amendement à ce texte. Il signale qu'indépendamment des fluctuations dues à l'index, le présent projet entraînera une dépense de :

53 millions de francs du 1^{er} janvier 1957 au 30 juin 1958;

Verder zullen de wijzigingen in de wet van 15 Maart 1954 betreffende de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden een snellere behandeling van de dossiers tot gevolg hebben. De voorgestelde wijzigingen streven er immers naar, bepaalde teksten te verbeteren die reeds tot talrijke betwistingen aanleiding gaven en tevens de procedure te vereenvoudigen.

Het lid kan met deze ophelderingen vrede nemen, doch legt nogmaals de nadruk op de trage behandeling van sommige gevallen.

Ook de toestand van de slachtoffers der Oostkantons kwam ter sprake. De Minister verklaart dat de vertraging bij het onderzoek van de dossiers der slachtoffers van de Oostkantons aan de volgende oorzaken te wijten is :

Eerst in 1947 werd besloten de gedwongen inlijving bij de Wehrmacht als een oorlogsfeit te beschouwen.

Aan de andere kant waren er onder die slachtoffers heel wat vermisten. De families waren onzeker over hun lot, omdat het vermoeden bestond dat zij nog steeds in Sovjet-russische kampen gevangen zaten.

Ten slotte waren er ook talrijke gevallen van incivisme. De onderrichtingen in verband met het incivisme moesten aan de bijzondere omstandigheden in de Oostkantons aangepast worden.

In 1950 kwam te Verviers eeni Bijzondere Commissie tot stand om de dossiers van de slachtoffers der Oostkantons te onderzoeken met inachtneming van de speciale toestanden aldaar.

Een lid wenst de Minister geluk omdat hij de eerste is geweest die het reeds lang verwachte ontwerp heeft ingediend waarin rekening wordt gehouden met de slachtoffers van de Oostkantons, waarvan de meesten de aandacht van de overheid verdienen.

Een ander lid vestigt de aandacht van de commissieleden op de werkingssfeer van de wet, die de slachtoffers in vele opzichten voldoet en op 1 Januari 1957 van kracht wordt, zodat het wenselijk is met de artikelsgewijze behandeling te beginnen. Ook de Minister dringt hierop aan.

ARTIKELSGEWIJZE BEHANDELING.

Artikel 1.

Artikel 1 voorziet in de vereenvoudiging en verhoging van de bedragen.

De Minister verklaart dat hij geen amendement op deze tekst kan aanvaarden. Hij wijst er op, dat, afgezien van de schommelingen van het indexcijfer, dit ontwerp zal leiden tot een uitgave van :

53 miljoen frank van 1 Januari 1957 tot 30 Juni 1958;

62.400.000 francs du 1^{er} juillet 1958 au 30 juin 1959;

72.700.000 francs à partir du 1^{er} juillet 1959.

Malgré cette incidence, un commissaire demande que la rétroactivité s'applique à la date de l'introduction de la demande.

Il ne peut être donné suite à cette sollicitation si sympathique qu'elle puisse être.

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité.

Article 2.

Cet article est admis à l'unanimité; il ne provoque aucune discussion, puisqu'il s'agit simplement d'une adaptation de texte.

Article 3.

Ce texte, purement technique, permet de porter le taux de l'invalidité à un multiple de 5.

Exemple : une invalidité de 11 p. c. sera payée sur la base de 15 p. c.

L'article est adopté à l'unanimité.

Article 4.

L'article 4 a un double objet.

En vertu de l'article 4, 1^o, la pension des veuves de victimes accidentelles de la guerre 1914-1918 sera majorée de 10 p. c. Ce résultat est obtenu en portant la base de la pension de 7.800 francs à 8.550 francs.

Le deuxième objet de l'article 4 est de supprimer les revisions quinquennales de revenus pour les ascendants des victimes civiles de la guerre 1914-1918.

Le Ministre signale à ce propos que les ascendants ont actuellement un âge moyen de 80 ans, que la revision quinquennale de leurs revenus requiert un travail considérable qui ne donnera plus guère de résultats.

L'article est adopté à l'unanimité.

Article 5.

Cet article simplifie la législation en permettant l'application de la loi à tous les invalides sans distinction; il supprime en outre la condition assez draconienne exigée antérieurement, à savoir qu'une pension complémentaire ne pouvait être accordée que si le taux d'invalidité nouvellement constaté était de 60 p. c.

L'article est adopté à l'unanimité.

62.400.000 frank van 1 Juli 1958 tot 30 Juni 1959;

72.700.000 frank van 1 Juli 1959 af:

Desondanks vraagt een commissielid terugwerkende kracht tot de datum van indiening van de aanvraag.

Op dit verzoek, hoe sympathiek ook, kan niet ingegaan worden.

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen.

Artikel 2.

Dit artikel wordt eenparig aangenomen en geeft geen aanleiding tot discussie; het gaat hier om een eenvoudige tekstaanpassing.

Artikel 3.

Op grond van deze zuiver technische tekst zal het invaliditeitspercentage op een veelvoud van 5 kunnen worden gebracht.

Een invaliditeit van 11 pct., b.v., zal op basis van 15 pct. vergoed worden.

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Artikel 4.

Artikel 4 heeft een tweevoudig doel.

Krachtens artikel 4, 1^o, zal het pensioen van de weduwen van toevallige slachtoffers van de oorlog 1914-1918 met 10 pct. worden verhoogd. Dit wordt bereikt door het basispensioen van 7.800 tot 8.550 frank op te voeren.

Het tweede doel van artikel 4 is de opheffing van de vijfjarige herziening van de inkomsten der ascendenten van burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918.

De Minister wijst er in dit verband op dat de ascendenten thans gemiddeld 80 jaar oud zijn en dat de vijfjarige herziening van hun inkomsten zeer veel werk vraagt, dat toch niet van noemenswaardig nut is.

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Artikel 5.

Dit artikel vereenvoudigt de wetgeving doordat de wet op al de invaliden zonder onderscheid toegepast zal kunnen worden; voorts wordt de vroegere vrij drastische voorwaarde opgeheven dat geen aanvullend pensioen kon worden verleend tenzij het nieuwe invaliditeitspercentage ten minste 60 pct. bedroeg.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

Article 5bis (nouveau).

Un membre dépose un amendement conçu comme suit :

« Insérer un article 5bis nouveau, libellé comme suit :

» Le deuxième alinéa de l'article 10 de la loi du 28 juillet 1953 est remplacé par la disposition suivante :

» Lorsque le dommage est la conséquence d'un acte patriotique, les pensions prévues par la présente loi sont immunisées pour l'application de l'arrêté-loi du 29 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ainsi que pour le calcul des ressources servant de base pour la détermination des pensions de vieillesse et pour l'établissement de l'état de besoin en vue de l'attribution du complément gratuit des pensions de vieillesse, tant pour les veuves que pour les assurés eux-mêmes. »

M. le Ministre demande le rejet de l'amendement :

1^o parce que la question relève plutôt de la compétence du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

2^o parce que l'adoption de l'amendement entraînerait une nouvelle dépense.

L'amendement est rejeté par 4 voix contre 2 et 2 abstentions.

Article 6.

C'est en vertu de cet article 6 que de nombreuses modifications sont apportées à la loi du 16 mars 1954. Les raisons de telles modifications sont longuement précisées dans l'exposé des motifs du projet de loi.

D'une manière générale, les modifications apportées à l'article 6 ont pour objet d'améliorer certains textes de la loi et d'éliminer ainsi les nombreuses contestations auxquelles avait donné lieu leur exécution, d'alléger la procédure et d'accorder de nouveaux avantages aux victimes civiles de la guerre 1940-1945.

Un membre propose d'inscrire dans l'article 1^{er} de la loi de 1954, la présomption de contrainte pour les enrôlements des habitants des Cantons de l'Est dans la Wehrmacht, pour autant que ces enrôlements n'aient pas eu lieu avant le 1^{er} août 1941.

M. le Ministre estime que ce renversement de la preuve créerait une situation privilégiée.

Il fait observer que, sur les milliers de dossiers instruits, il n'y en a que deux ou trois où la question se pose.

Artikel 5bis (nieuw).

Een lid stelt een amendement voor van de volgende inhoud :

« Een nieuw artikel 5bis in te voegen, luidende :

» Het tweede lid van artikel 10 van de wet van 28 Juli 1953 wordt vervangen als volgt :

» Wanneer de schade het gevolg is van een vaderlandlievende daad, worden de in deze wet bepaalde pensioenen vrijgesteld voor de toepassing van de besluitwet van 29 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, alsook bij de berekening van de bestaansmiddelen die tot grondslag dienen voor het bepalen van de ouderdomspensioenen en de staat van behoefte met het oog op het kosteloos aanvullend ouderdomspensioen, zowel ten behoeve van de weduwen als van de verzekerden zelf. »

De Minister vraagt het amendement te verwerpen, omdat :

1^o het probleem eerder tot de bevoegdheid van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg behoort;

2^o de aanneming van het amendement tot een nieuwe uitgave zou leiden.

Het amendement wordt verworpen met 4 tegen 2 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 6.

Dit artikel brengt talrijke wijzigingen in de wet van 16 Maart 1954. De redenen hiervan zijn uitvoerig behandeld in de memorie van toelichting bij het wetsontwerp.

De wijzigingen in artikel 6 strekken hoofdzakelijk tot verbetering van sommige delen van de wettekst en derhalve tot uitschakeling van heel wat betwistingen waartoe de tenuitvoerlegging aanleiding heeft gegeven; voorts wordt er mede beoogd de procedure te vereenvoudigen en aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 nieuwe voordelen te verlenen.

Een lid stelt voor, in artikel 1 van de wet van 1954 het vermoeden op te nemen dat de inlijving van de bewoners van de Oostkantons in de Wehrmacht onder dwang is geschied, indien zij niet vóór 1 Augustus 1941 plaats had.

De Minister is van oordeel dat deze omkering van de bewijslast een bevoorrechte toestand zou scheppen.

Hij merkt op dat het vraagstuk trouwens van belang is voor twee of drie dossiers van de duizenden die in behandeling zijn.

Article 6, 1^o.

Par voie d'amendement le Ministre propose de compléter le 1^o de l'article 6 par l'alinéa suivant :

« La décision reconnaissant aux orphelins la qualité d'ayant droit de bénéficiaires du statut des prisonniers politiques fait foi de l'état civil des orphelins et de leurs auteurs ».

L'amendement proposé a pour but de hâter l'examen des dossiers des orphelins de prisonniers politiques étrangers ou apatrides en évitant de devoir à nouveau, tout comme il en faut déjà au cours de l'instruction du dossier de prisonnier politique, réclamer aux intéressés leurs actes d'état civil.

Mis aux voix, cet amendement est adopté à l'unanimité.

Article 6, 9^obis (nouveau).

Un amendement tendant à insérer un 9^obis est admis à l'unanimité, après avoir subi quelques modifications de forme.

Il est libellé comme suit :

« 9^obis L'article 12, § 4, 3^o, 1^{er} alinéa, est remplacé par la disposition suivante :

» 3^o Si le droit à la pension ne peut être reconnu aux personnes citées ci-dessus, les père et mère de la victime ou l'un de ceux-ci lorsque l'autre est décédé. En cas de décès de la mère, est assimilée à celle-ci, la marâtre qui a élevé et entretenu la victime pendant un période de cinq ans au moins avant l'âge de 18 ans ».

Cet amendement est justifié de la façon suivante

En vertu de l'article 12, § 4, 3^o de la loi du 15 mars 1954, la marâtre ne peut prétendre à pension que dans le cas où le dit droit à pension ne peut être reconnu aux père et mère de la victime.

Le présent amendement a pour objet d'assimiler à la mère, la marâtre qui a élevé et entretenu la victime pendant cinq ans au moins avant l'âge de 18 ans.

Article 6, 11^o, a.

Un amendement du Gouvernement est adopté à l'unanimité.

Il est rédigé dans les termes suivants :

« Compléter le dernier alinéa de l'article 6, 11^o, a, par les mots suivants :

» ...avant que ces allocations aient été éventuellement réduites en application des articles 114 et 115 du même arrêté organique ».

Artikel 6, 1^o.

Bij amendement stelt de Minister voor, artikel 6, 1^o, aan te vullen als volgt :

« De beslissing waarbij de wezen als rechthebbende van gerechtigden van het statuut der politieke gevangenen worden erkend, heeft bewijskracht voor de burgerlijke stand van de wezen en van hun rechtsvoorgangers. »

Met het voorgestelde amendement wordt beoogd het onderzoek van de dossiers van de wezen van vreemde of vaderlandloze politieke gevangenen te bespoedigen door te vermijden dat aan de belanghebbenden nogmaals hun akten van de burgerlijke stand zouden worden gevraagd, die bij de behandeling van het dossier van politiek gevangene werden ingeleverd.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen.

Artikel 6, 9^obis (nieuw).

Een amendement om een n^r 9^obis in te voegen wordt na enige vormwijzigingen eenparig aangenomen.

Het luidt als volgt :

« 9^obis Artikel 12, § 4, 3^o, eerste lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

» 3^o De vader en de moeder van het slachtoffer of één van hen, wanneer de andere overleden is, indien het recht op pensioen niet aan voornoemde personen kan worden toegekend. Bij overlijden van de moeder, wordt met haar de stiefmoeder gelijkgesteld welke het slachtoffer gedurende een periode van ten minste vijf jaar vóór de leeftijd van 18 jaar heeft opgevoed en onderhouden. »

Dit amendement is verantwoord als volgt :

Op grond van artikel 12, § 4, 3^o, van de wet van 15 Maart 1954 kan de stiefmoeder slechts op pensioen aanspraak maken wanneer genoemd recht op pensioen niet aan de vader en moeder van het slachtoffer kan worden toegekend.

Dit amendement heeft tot doel de stiefmoeder die het slachtoffer gedurende ten minste vijf jaar vóór de leeftijd van 18 jaar heeft opgevoed en onderhouden, met de moeder gelijk te stellen.

Artikel 6, 11^o, a.

Een amendement van de Regering wordt eenparig aangenomen.

Het luidt als volgt :

« Het laatste lid van artikel 6, 11^o, a, aan te vullen als volgt :

» ...voordat die toelagen eventueel werden verminderd in toepassing van de artikelen 114 en 115 van hetzelfde organiek besluit. »

Cet amendement a pour objet de préciser le texte de façon à éviter toute confusion dans son interprétation; il aura pour effet d'établir une égalité presque absolue entre les orphelins de salariés, d'indépendants et autres.

Article 6, 12^o.

Deux membres proposent l'amendement suivant :

« Remplacer le 12^o de l'article 6 par le texte ci-après :

» 12^o Les trois derniers alinéas du § 1^{er} de l'article 15 sont remplacés par les dispositions suivantes :

» Les revenus à prendre en considération sont ceux afférents à l'exercice fiscal qui précède l'année au cours de laquelle la demande de pension a été introduite. Toutefois, lorsque la demande a été introduite avant l'entrée en vigueur de la présente loi, les revenus à prendre en considération sont ceux afférents à l'exercice fiscal 1952.

» L'incidence des revenus sur le droit à la jouissance de la pension reste invariable, lorsque les revenus visés par l'alinéa qui précède n'excèdent pas le minimum exonéré de l'impôt complémentaire personnel.

» Dans le cas contraire, l'incidence des dits revenus sur le droit à la jouissance de la pension restera invariable jusqu'au moment où les revenus afférents à un exercice fiscal ultérieur n'excéderont plus le minimum exonéré de l'impôt complémentaire personnel. La pension prendra alors cours au premier jour de cet exercice fiscal mais au plus tôt le 1^{er} janvier 1957. »

Les auteurs défendent leur amendement de la façon ci-après :

Les pensions d'ascendants ne sont accordées que si les revenus des intéressés sont inférieurs au minimum exonéré de l'impôt complémentaire personnel.

Pour les demandes antérieures au 1^{er} janvier 1954, les revenus à prendre en considération sont ceux afférents à l'exercice fiscal 1952. Des nouvelles revisions de revenus ont lieu de cinq en cinq ans.

Le premier objet de l'amendement est de supprimer les revisions de revenus qui devraient avoir lieu de cinq en cinq ans postérieurement au premier contrôle déterminant l'octroi ou le rejet de la pension d'ascendant.

Il a déjà été renoncé à de telles revisions tant pour les ascendants des victimes civiles de la guerre 1914-1918 que pour les ascendants de victimes militaires.

Les dites revisions nécessitent en effet un travail administratif considérable et ce travail administratif ne donnera plus guère de résultat attendu

Dit amendement wil de tekst verduidelijken ten einde elke verwarring in de interpretatie er van te voorkomen; het zal leiden tot een bijna volstrekte gelijkheid onder de wezen van loonarbeiders, van zelfstandigen en anderen.

Artikel 6, 12^o.

Twee leden stellen het volgende amendement voor :

« Het 12^o van artikel 6 te vervangen als volgt :

» 12^o De drie laatste leden van § 1 van artikel 15 worden vervangen als volgt :

» De in aanmerking te nemen inkomsten zijn die welke behoren tot het belastingjaar dat voorafgaat aan het jaar tijdens hetwelk de pensioen-aanvraag is ingediend. Wanneer de aanvraag evenwel vóór de inwerkingtreding van deze wet is ingediend, worden de inkomsten in aanmerking genomen welke behoren tot het belastingjaar 1952.

» De invloed der inkomsten op het recht op het genot van het pensioen blijft onveranderd wanneer de inkomsten bedoeld in voorgaand lid het van de aanvullende personele belasting vrijgestelde minimum niet te boven gaan.

» In het tegenovergestelde geval zal de invloed van bedoelde inkomsten op het recht op het genot van het pensioen onveranderd blijven tot op het ogenblik dat de inkomsten welke behoren tot een later belastingjaar, het van de aanvullende personele belasting vrijgestelde minimum niet meer zullen te boven gaan. Het pensioen zal alsdan ingaan op de eerste dag van dat belastingjaar, maar ten vroegste op 1 Januari 1957 ».

De indieners van het amendement verantwoorden dit als volgt :

De ascendentenpensioenen worden slechts verleend wanneer de inkomsten der belanghebbenden minder bedragen dan het van de aanvullende personele belasting vrijgestelde minimum.

Voor de aanvragen van vóór de 1^{ste} Januari 1954 zijn die inkomsten in aanmerking te nemen welke behoren tot het belastingjaar 1952. De inkomsten worden om de vijf jaar herzien.

Het amendement heeft vooreerst ten doel de herzieningen af te schaffen welke om de vijf jaar zouden dienen gedaan te worden na het eerste onderzoek dat de toekenning of de weigering van het ascendentenpensioen heeft bepaald.

Dergelijke herzieningen werden reeds afgeschaft zowel voor de ascendenten van de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 als voor de ascendenten van militaire slachtoffers.

Bedoelde herzieningen vergen inderdaad een omvangrijke administratieve arbeid welke evenwel weinig nut zal opleveren vermits de ascenden-

que les ascendants ont atteint un âge où leur situation matérielle n'est plus guère susceptible d'amélioration.

Lorsque les ascendants auront obtenu la pension lors du premier examen des revenus, cette pension ne sera donc plus mise en péril par des contrôles ultérieurs des dits revenus.

L'attention doit toutefois être attirée sur la situation de certains ascendants dont les revenus sont actuellement supérieurs au minimum exonéré de l'impôt complémentaire personnel et qui de ce fait n'ont pu obtenir la pension.

En raison de leur âge, la situation des intéressés peut se détériorer. Le père peut décéder et la veuve se trouver ainsi dans une situation difficile. Le père peut également atteindre l'âge de la pension. D'autres revers de fortune peuvent également survenir.

Le deuxième objet de l'amendement est donc de permettre à de tels ascendants d'obtenir la pension dès le moment où leurs revenus par suite de l'un ou l'autre événement, ont été ramenés à un montant inférieur à celui du minimum exonéré de l'impôt complémentaire personnel.

L'amendement est adopté à l'unanimité.

Article 6, 20°, et article 8bis (nouveau).

Un commissaire défend deux amendements.

Le premier vise la suppression pure et simple du 3° de l'article 28 de la loi du 15 mars 1954, qui exclut des bénéfices de la loi les personnes « qui ont été déchues à perpétuité ou à temps des droits prévus à l'article 123sexies du Code pénal, en vertu des dispositions légales relatives à l'épuration civile ».

Le second amendement qui est subordonné à l'adoption du premier, vise à insérer dans le projet de loi une disposition particulière (article 8bis) dont voici le texte :

« Le droit aux pensions et allocations aux victimes civiles de la guerre 1940-1945 est de plein droit restitué aux personnes qui en ont été déchues par application de l'article 1^{er}, *in fine*, de l'arrêté royal n° 466 du 8 août 1921 et de l'article 28 de la loi du 15 mars 1954 et qui, soit n'ont pas été privées de leurs droits civils, soit les ont recouvrés. Cette restitution prendra cours, par dérogation à l'article 9, à la date de la décision judiciaire définitive leur accordant à nouveau leurs droits civils. »

De l'avis de l'auteur de ces amendements, le texte de l'article 6, 20°, du projet, qui limite l'exclusion au temps de la déchéance, est insuffisant.

Il ne tient pas compte de la situation spéciale ayant existé dans les cantons de l'Est, annexés unilatéralement durant la guerre. Il ne tient pas compte, d'autre part, du manque de discrimination et de sérénité avec laquelle l'épuration a été opérée dans ces contrées après la guerre.

ten thans een leeftijd hebben bereikt waarop hun stoffelijke toestand haast niet meer voor verbetering vatbaar is.

Wanneer de ascendenten na het eerste onderzoek van hun inkomsten het pensioen zullen hebben bekomen, zal dat pensioen niet meer in gevaar worden gebracht doot latere herzieningen van bedoelde inkomsten.

De aandacht moet evenwel gevestigd worden op de toestand van sommige ascendenten wier inkomsten thans het van de aanvullende personele belasting vrijgestelde minimum te boven gaan en die daardoor het pensioen niet konden bekomen.

Wegens hun leeftijd kan de toestand van belanghebbenden verslechteren. De vader kan overlijden, zodat de weduwe zich in een moeilijke toestand kan bevinden. De vader kan eveneens de pensioenleeftijd bereiken. Nog andere geldelijke tegenslagen kunnen hen treffen.

Het tweede doel van het amendement is dus die ascendenten een pensioen te laten genieten zodra hun inkomsten, om de een of andere reden, onder het van de aanvullende personele belasting vrijgestelde minimum komen te liggen.

Het amendement wordt eenparig aangenomen.

Artikel 6, 20°, en artikel 8bis (nieuw).

Een lid verdedigt twee amendementen.

Het eerste strekt tot opheffing zonder meer van n° 3° van artikel 28 van de wet van 15 Maart 1954, houdende dat voor die wet niet in aanmerking komen « zij die tijdelijk of levenslang zijn ontzet van de rechten bepaald in artikel 123sexies van het Wetboek van Strafrecht, krachtens de wetsbepalingen betreffende de epuratie inzake burgertrouw ».

Het tweede amendement, dat ondergeschikt is aan het eerste, strekt tot invoeging van een bijzondere bepaling (artikel 8bis), luidende :

« Het recht op de pensioenen en vergoedingen toegekend aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 wordt van rechtswege terugschonken aan hen die ervan vervallen werden verklaard met toepassing van artikel 1, *in fine*, van het koninklijk besluit n° 466 van 8 Augustus 1921 en van artikel 28 van de wet van 15 Maart 1954 en die ofwel van hun burgerlijke rechten niet werden beroofd, ofwel in die rechten werden hersteld. In afwijking van artikel 9 zal die teruggave ingaan op de dag van de rechterlijke eindbeslissing die hen in hun burgerlijke rechten herstelt. »

Naar het oordeel van de indiener van deze amendementen gaat de tekst van artikel 6, 20°, van het ontwerp, dat de uitsluiting tot de tijd van de ontzetting beperkt, niet ver genoeg.

Het houdt echter geen rekening met de bijzondere toestand in de Oostkantons, die tijdens de oorlog op eenzijdige wijze werden geannexeerd. Verder houdt het ook geen rekening met het gebrek aan onderscheid en bezadigdheid waarmee de zuivering na de oorlog in die streek plaats had.

L'article 28, 3^o, de la loi du 15 mars 1954 est d'ailleurs une copie quasi textuelle de l'article 54 de l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 sur les pensions de réparation. Or, le dit article 54 a été abrogé purement et simplement par l'article unique de la loi du 2 février 1954.

De plus, il échet de faire rétroagir la suppression jusqu'à la date du recouvrement des droits civils et politiques ou, à tout le moins, jusqu'au 1^{er} janvier 1954.

M. le Ministre demande le maintien du texte du projet. Celui-ci constitue un pas en avant. En admettant des solutions trop radicales on pourrait susciter des réactions dans les milieux patriotiques et compromettre ce qui a été fait.

Un commissaire estime également que l'amendement, qui se justifie peut-être pour les Cantons de l'Est, est difficilement applicable au reste du pays.

Les amendements en cause sont rejetés par 5 voix contre 2 et 1 abstention.

Article 6, 21^o, b).

M. le Ministre signale que, réflexion faite, le texte initial est trop rigide, puisqu'il ne fait pas de distinction entre les poursuites judiciaires se terminant par un acquittement, un sans-suite ou un non-lieu, d'une part, et les autres poursuites, d'autre part.

Le Gouvernement dépose le nouveau texte suivant :

« 21^o, b), le premier alinéa, 1^o de l'article 32 est remplacé par la disposition suivante :

» 1^o Lorsque les victimes ou les ayants droit ont démérité par des actes d'incivisme pendant l'occupation. Le bénéfice de la pension ne pourra toutefois être refusé ou retiré lorsque ces actes d'incivisme ont donné lieu à des poursuites judiciaires qui se sont clôturées par un acquittement, un sans-suite ou un non-lieu. »

Cet amendement est justifié comme suit :

En vertu de l'article 28 de la loi du 15 mars 1954, sont exclues du bénéfice de cette loi :

1^o les personnes qui ont été condamnées pour des actes d'incivisme;

2^o durant le temps de la déchéance, les personnes qui ont été déchues, à perpétuité ou à temps, des droits prévus à l'article 123sexies du Code pénal, en vertu des dispositions légales relatives à l'épuration civique;

3^o les ayants droit des personnes reprises sous les 1^o et 2^o ci-dessus.

En revanche, l'article 32 de la même loi est d'application, quant à son 1^o, aux actes d'incivisme qui ont échappé à la vigilance des pouvoirs judiciaires.

Artikel 28, 3^o, van de wet van 15 Maart 1954 is trouwens bijna een woordelijke weergave van artikel 54 van het besluit van de Regent van 5 Oktober 1948 op de vergoedingspensioenen. Voormeld artikel 54 werd echter eenvoudig opgeheven bij het enig artikel van de wet van 2 Februari 1954.

Voorts zou de opheffing terugwerkende kracht moeten hebben tot de dag waarop de burgerlijke en politieke rechten teruggeschonken werden of ten minste tot 1 Januari 1954.

De Minister vraagt de tekst van het ontwerp te handhaven. Dit ontwerp is een stap vooruit. Een al te radicale oplossing zou reacties kunnen uitlokken in de vaderlandlievende kringen en het reeds bereikte weer in gevaar brengen.

Een commissielid is eveneens van oordeel dat het amendement misschien wel gegrond is voor de Oostkantons, doch bezwaarlijk op de overige landsgedeelten toe te passen zou zijn.

De betrokken amendementen worden met 5 tegen 2 stemmen bij 1 onthouding verworpen.

Artikel 6, 21^o, b).

De Minister wijst er op, dat, alles goed overwogen, de aanvankelijke tekst te strak is, daar hij geen onderscheid maakt tussen de gerechtelijke vervolgingen die op vrijspraak, sepositie of buitenvervolginstelling eindigen, enerzijds, en de andere vervolgingen, anderzijds.

De Regering dient de volgende nieuwe tekst in :

« 21^o, b), lid 1, 1^o, van artikel 32 wordt vervangen als volgt :

» 1^o Wanneer de slachtoffers of hun rechthebbenden de afkeuring hebben verdiend wegens daden van incivisme tijdens de bezetting. Evenwel kan het pensioen niet geweigerd of ontnomen worden, wanneer deze daden van incivisme aanleiding gegeven hebben tot gerechtelijke vervolgingen die op vrijspraak, sepositie of buitenvervolginstelling geëindigd zijn. »

Dit amendement wordt als volgt verantwoord :

Krachtens artikel 28 van de wet van 15 Maart 1954 komen voor deze wet niet in aanmerking :

1^o zij die wegens daden van incivisme veroordeeld zijn;

2^o tijdens de vervaltijd, zij die tijdelijk of levenslang zijn ontzet van de rechten genoemd in artikel 123sexies van het Wetboek van Strafrecht, krachtens de wetsbepalingen betreffende de epuratie inzake burgertrouw;

3^o de rechthebbenden van personen die in de nrs 1^o en 2^o hierboven worden bedoeld.

Daartegenover is artikel 32, 1^o, van dezelfde wet van toepassing op daden van incivisme die aan de waakzaamheid van de rechterlijke instanties ontsnapt zijn.

Pour ce qui est du 2^o de l'article 32, il concerne les personnes dont le décès a donné ouverture à la demande de pension et qui ont commis des actes qui les auraient fait tomber sous l'application des 1^o, 2^o ou 3^o de l'article 28 si l'action publique n'avait pas été éteinte par le décès.

L'exécution de l'article 32, 1^o, a toutefois donné lieu à des difficultés d'interprétation. Tel qu'il est rédigé, il permettrait, en effet, aux commissions de refuser ou de retirer le bénéfice de la pension à des personnes qui, tout en ayant fait l'objet de poursuites judiciaires, auraient bénéficié d'un acquittement, d'un sans-suite ou d'un non-lieu. La modification à apporter à l'article 32, 1^o, a pour effet d'éviter que de telles personnes puissent être exclues du bénéfice de la loi. A noter que dans les cas où l'action publique aura été éteinte par le décès, il y aura lieu à application de l'article 32, 2^o.

L'amendement du Gouvernement est admis à l'unanimité.

Article 6, 21^obis (nouveau).

Le Gouvernement introduit l'amendement suivant :

« A l'article 6, insérer un 21^obis nouveau, libellé comme suit :

» L'article 35, § 2, 1^o, est complété par les dispositions suivantes :

» Toutefois, le montant annuel des indemnités visées à l'article 14, § 1, tout comme celui de la pension visée à l'article 14, § 2, dont peuvent bénéficier les orphelins est fixé comme suit :

» pour la période antérieure au 30 juin 1949	fr. 1.620
» pour la période du 1 ^{er} juillet 1949 au 30 septembre 1952	8.400
» pour la période du 1 ^{er} octobre 1952 au 31 décembre 1953	10.200

» Lorsqu'il s'agit des indemnités visées par l'article 14, § 1^{er}, seules les déductions déterminées par cette disposition sont d'application. »

Cet amendement est justifié de la manière suivante :

Sous le régime de la législation transitoire, il n'était prévu qu'une seule allocation d'orphelin.

Sous le régime de la loi du 15 mars 1954, les orphelins visés par l'article 14, § 2, de la loi du 15 mars 1954, peuvent prétendre à une allocation d'orphelin et en outre à une pension d'orphelin.

D'autre part, l'article 35, § 2, de la même loi prévoit que si la demande de pension a été introduite avant le 1^{er} janvier 1954 et n'a pas fait l'objet d'une décision exécutoire, la loi nouvelle sera d'application dès la date de prise de cours

Doch n^o 2^o van artikel 32 betreft degenen wier overlijden recht op pensioen heeft doen ontstaan en die daden hebben verricht welke hen onder de toepassing van de n^{rs} 1^o, 2^o of 3^o van artikel 28 hadden doen vallen, indien de publieke vordering niet was teniet gegaan door het overlijden.

Evenwel heeft de uitvoering van artikel 32, 1^o, aanleiding gegeven tot interpretatiemoeilijkheden. Immers, zoals het thans luidt, zouden de commissies het pensioen kunnen weigeren of ontnemen aan hen die, na gerechtelijke vervolging, een vrijspraak, een sepositie of een buitenvervolginstelling zouden hebben genoten. De wijziging in artikel 32, 1^o, bedoelt te voorkomen dat zulke personen uitgesloten worden. Er zij opgemerkt dat, wanneer de publieke vordering tenietgaat door overlijden, artikel 32, 2^o, toepassing moet vinden.

Het regeringsamendement wordt eenparig aangenomen.

Artikel 6, 21^obis (nieuw).

De Regering dient het volgende amendement in :

« In artikel 6, een n^o 21^obis (nieuw) in te lassen, luidende :

» Artikel 35, § 2, 1^o, wordt aangevuld als volgt :

» Het jaarlijks bedrag van de in artikel 14, § 1, bedoelde vergoedingen, evenals dat van het in artikel 14, § 2, bedoelde pensioen, die de wezen kunnen genieten, wordt evenwel vastgesteld als volgt :

» voor het tijdvak vóór 30 Juni 1949 fr.	1.620
» voor het tijdvak van 1 Juli 1949 tot 30 September 1952	8.400
» voor het tijdvak van 1 October 1952 tot 31 December 1953	10.200

» Betreft het vergoedingen als bedoeld in artikel 14, § 1, dan zijn alleen de in die bepaling vastgestelde verminderingen van toepassing. »

Dit amendement wordt verantwoord als volgt :

De overgangswetgeving voorzag slechts in één wezentoelage.

Onder de gelding van de wet van 15 Maart 1954 mogen de wezen bedoeld bij artikel 14, § 2, van de wet van 15 Maart 1954 aanspraak maken op een wezentoelage en bovendien op een wezenpensioen.

Verder wordt bij artikel 35, § 2, van dezelfde wet bepaald dat, indien de pensioenaanvraag vóór 1 Januari 1954 is ingediend en niet het voorwerp ener uitvoerbare beslissing is geweest, de nieuwe wet toepasselijk zal zijn vanaf de ingangsdatum

de la pension, les montants des pensions et indemnités étant toutefois ceux en vigueur sous le régime de la législation transitoire.

Dans les cas visés par l'article 35, § 2, et pour la période antérieure au 1^{er} janvier 1954, la pension d'orphelin devrait donc être calculée selon les taux en vigueur sous le régime de la législation transitoire. Ce calcul est toutefois impossible parce qu'un tel avantage n'était pas accordé sous le régime de la législation transitoire.

Cette difficulté a été résolue par les Commissions en ce sens qu'il a été accordé aux dits orphelins, pour la période antérieure au 1^{er} janvier 1954, une pension dont le montant est égal à celui de l'allocation accordée sous le régime de la législation transitoire.

La Cour des Comptes a toutefois contesté cette interprétation et a refusé son visa dans de nombreux cas.

Il est difficilement concevable que la loi ait prévu l'octroi d'un avantage déterminé aux orphelins et qu'il soit impossible d'accorder le dit avantage par suite d'une lacune de la loi.

L'objet de l'amendement est donc de résoudre cette difficulté.

Sa portée est la suivante :

Pour éviter toute contestation, la loi précise pour la période antérieure au 1^{er} janvier 1954, les taux de l'indemnité visée par l'article 14, § 1^{er}, et les taux de la pension visée par l'article 14, § 2, de la loi du 15 mars 1954.

L'amendement est adopté à l'unanimité.

Articles 7 et 8.

Ces articles n'ont pas soulevé d'observations.

Article 9.

Les modifications à apporter à l'article 9 résultent des amendements adoptés.

Article 10 (nouveau).

M. le Ministre fait remarquer qu'aucun crédit n'a été prévu au budget des Pensions. Par conséquent, il se voit obligé d'introduire un amendement qui a pour objet de permettre le financement des dépenses résultant de la nouvelle loi.

Cet amendement est rédigé dans les termes suivants :

« Ajouter un article 10 nouveau, libellé comme suit :

» En vue de faire face aux dépenses résultant de la présente loi, il est ouvert au budget des

van het pensioen, doch dat de bedragen der pensioenen en vergoedingen die zijn, welke van kracht waren onder de gelding der overgangswetgeving.

In de gevallen bedoeld bij artikel 35, § 2, zou, voor de periode welke aan 1 Januari 1954 voorafgaat, het wezenpensioen dus moeten berekend worden op grond der bedragen van kracht onder de gelding der overgangswetgeving. Die berekening is evenwel onmogelijk omdat een dergelijk voordeel onder de gelding der overgangswetgeving niet toegekend werd.

Die moeilijkheid werd opgelost door de Commissie in die zin dat aan bedoelde wezen voor de periode die aan 1 Januari 1954 voorafgaat, een pensioen werd verleend waarvan het bedrag gelijk is aan dat van de toelage verleend onder de gelding der overgangswetgeving.

Het Rekenhof heeft evenwel die interpretatie betwist en zijn visum in talrijke gevallen geweigerd.

Het is moeilijk denkbaar dat bij de wet zou voorzien zijn in een bepaald voordeel ten gunste der wezen en dat het onmogelijk zou zijn bedoeld voordeel toe te kennen wegens een leemte in de wet.

Derhalve wordt met dit amendement beoogd die moeilijkheid op te lossen.

De strekking ervan is de volgende :

Om iedere betwisting te vermijden bepaalt de wet voor de periode welke aan 1 Januari 1954 voorafgaat welke de bedragen zijn van de toelage bedoeld bij artikel 14, § 1, en welke de bedragen zijn van het pensioen bedoeld bij artikel 14, § 2, van de wet van 15 Maart 1954.

Het amendement wordt eenparig aangenomen.

Artikelen 7 en 8.

Deze artikelen gaven geen aanleiding tot opmerkingen.

Artikel 9.

De wijzigingen in artikel 9 zijn het gevolg van de aangenomen amendementen.

Artikel 10 (nieuw).

De Minister merkt op, dat op de begroting van Pensioenen geen krediet is uitgetrokken. Derhalve is hij verplicht een amendement in te dienen om te voorzien in de financiering van de uitgaven die uit de nieuwe wet zullen voortvloeien.

Dit amendement luidt als volgt :

« Een nieuw artikel 10 toe te voegen, luidende :

» Om de uitgaven te bekostigen voortvloeiend uit deze wet wordt in de begroting van Pensioenen

Pensions pour l'exercice 1957 un crédit de 52.100.000 francs, sous un article 103-6 nouveau libellé comme suit :

» *Article* 103-6. — Sommes à mettre à la disposition de la Caisse nationale des Pensions de la guerre en vue d'assurer l'application de la loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparation à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918 et aux victimes civiles de la guerre 1940-1945 : 52.100.000 francs.

» Les ordonnancements à charge de ce crédit sont assurés à l'intervention du Ministre de la Santé Publique et de la Famille. »

L'amendement est adopté à l'unanimité.

* *

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

Le Président-Rapporteur,
A. LACROIX.

* *

NOUVEAUX TEXTES PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION.

ART. 6.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 15 mars 1954 :

1^o Le § 5, 2^{me} alinéa, de l'article 1^{er} est remplacé par les dispositions suivantes :

« Ils ne peuvent toutefois prétendre à pension que pendant le temps où ils résident effectivement en Belgique. »

» La décision reconnaissant aux orphelins la qualité d'ayant droit de bénéficiaires du statut des prisonniers politiques fait foi de l'état civil des orphelins et de leurs auteurs. »

2^o A l'article 2, 2^o, les mots « à l'exclusion des mesures de sécurité prises en mai 1940 par l'Etat belge à l'égard de certains citoyens » sont remplacés par les mots « à l'exclusion des mesures de sécurité prises par l'Etat belge en exécution de l'article 2 de l'arrêté-loi du 12 octobre 1918 relatif au séjour en Belgique des étrangers et des personnes d'origine étrangère. »

voor het dienstjaar 1957 een krediet van 52.100.000 frank geopend, onder een artikel 103-6 nieuw, luidende als volgt :

» *Artikel* 103-6. — Sommen ter beschikking te stellen van de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen ten einde de toepassing te verzekeren van de wet strekkende tot het verwezenlijken van sommige aanpassingen inzake het herstel te verlenen aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 en aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 : 52.100.000 frank.

» De ordonnancements ten bezware van dit krediet worden verzekerd door toedoen van de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin. »

Het amendement wordt eenparig aangenomen.

* *

Het geheel van het ontwerp wordt eenstemmig aangenomen.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd.

De Voorzitter-Verslaggever,
A. LACROIX.

* *

NIEUWE TEKSTEN VOORGEDRAGEN DOOR DE COMMISSIE.

ART. 6.

In de wet van 15 Maart 1954 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 5, 2^e lid, van artikel 1 wordt vervangen als volgt :

« Zij kunnen evenwel slechts aanspraak maken op pensioen voor de tijd dat zij werkelijk in België verblijven. »

» De beslissing waarbij de wezen als rechthebbenden van gerechtigden van het statuut der politieke gevangenen worden erkend, heeft bewijskracht voor de burgerlijke stand van de wezen en van hun rechtsvoorgangers. »

2^o In artikel 2, 2^o, worden de woorden « met uitsluiting der veiligheidsmaatregelen in Mei 1940 door de Belgische Staat ten aanzien van sommige staatsburgers genomen » vervangen door de woorden « met uitsluiting van de veiligheidsmaatregelen door de Belgische Staat genomen ter uitvoering van artikel 2 van de besluitwet van 12 October 1918 betreffende het verblijf in België van buitenlanders en van personen van vreemde afkomst. »

3° La dernière phrase du § 1^{er}, 2° de l'article 3 est remplacée par la disposition suivante :

« il n'en est toutefois pas ainsi lorsque le fait de la victime constitue une infraction exclue de l'amnistie prévue à l'arrêté-loi du 20 septembre 1945, à l'exception toutefois des infractions visées par les littéras e) à g) inclus de l'article 3 et par l'article 11 de ce même arrêté-loi, »

4° a) A l'article 6, § 1, 1^{er} alinéa, le chiffre « 500 » est remplacé par le chiffre « 550 ».

b) L'article 6, § 1^{er}, alinéa 3, est supprimé.

c) A l'article 6, § 2, 1^{er} alinéa, 1^{re} ligne, les mots : « 10 p. c. » sont remplacés par les mots : « 15 p. c. ».

d) Les deux premiers alinéas du § 4 de l'article 6 sont remplacés par la disposition suivante :

« Les enfants des invalides dont le taux d'invalidité indemnisable atteint 100 p. c., reçoivent une indemnité égale à l'allocation familiale pour enfants d'invalides prévue par l'article 50^{ter} des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

» Peuvent seules être déduites de ladite indemnité les allocations familiales dues en vertu de l'article 56 des lois coordonnées visées ci-dessus. »

e) L'article 6, § 4, alinéa 4, est remplacé par la disposition suivante :

« Cette limite d'âge disparaît pour les enfants incapables, dès avant cet âge, d'exercer une profession quelconque en raison de leur état physique ou mental. Dans ce cas, le bénéfice des avantages prévus aux alinéas 1 et 2 du présent paragraphe reste acquis pour la durée de l'incapacité. Celle-ci est constatée par l'Office Médico-Légal. »

f) L'article 6 est complété par un § 5 rédigé comme suit :

« Les montants des pensions obtenus en vertu des trois premiers paragraphes de l'article 6 sont ramenés au multiple de 4 immédiatement inférieur, compte non tenu des fractions de franc. »

5° Le § 5 de l'article 7 est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le cas où le droit à la pension prévue par la présente loi se cumule avec une pension de réparation, l'article 9, § 5, des lois coordonnées sur les pensions de réparation est d'application. »

6° Le dernier alinéa du § 1^{er} de l'article 8 est supprimé.

7° L'article 9 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. — § 1^{er}. — Lorsqu'une personne bénéficiait d'une pension de victime civile de la guerre 1940-1945 en vertu des dispositions légales anté-

3° De laatste volzin van § 1, 2°, van artikel 3 wordt vervangen als volgt :

« zulks geldt echter niet indien de daad van het slachtoffer een misdrijf uitmaakt, uitgesloten van de amnestie bepaald bij de besluitwet van 20 September 1945, met uitzondering evenwel van de misdrijven waarvan sprake in de littera's e) tot en met g) van artikel 3 en in artikel 11 van dezelfde besluitwet. »

4° a) In artikel 6, § 1, 1^{ste} lid, wordt het getal « 500 » vervangen door het getal « 550 ».

b) Artikel 6, § 1, lid 3, vervalt.

c) In artikel 6, § 2, 1^{ste} lid, 1^{ste} regel, worden de woorden : « 10 pct. » vervangen door de woorden : « 15 pct. ».

d) De eerste twee leden van § 4 van artikel 6 worden vervangen als volgt :

« De kinderen van invaliden wier vergoedbare invaliditeit 100 pct. bereikt, ontvangen een vergoeding gelijk aan de kindertoeslag voor kinderen van invaliden, bepaald bij artikel 50^{ter} der samengeordende wetten betreffende de kindertoeslagen voor loonarbeiders.

» Van die vergoeding mogen enkel de kindertoeslagen verschuldigd krachtens artikel 56 van bovengenoemde samengeordende wetten in mindering komen. »

e) Artikel 6, § 4, lid 4, wordt vervangen als volgt :

« Die leeftijdsgrens valt weg voor de kinderen welke reeds vóór die leeftijd ongeschikt zijn om enig beroep uit te oefenen wegens hun lichaams- of geestestoestand. In dit geval blijft het genot der voordelen voorzien in het 1^{ste} en het 2° lid van deze paragraaf verworven voor de duur der ongeschiktheid. Deze wordt vastgesteld door de Gerechtelijk-Geneskundige Dienst. »

f) Artikel 6 wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« De pensioenbedragen bekomen krachtens de eerste drie paragrafen van artikel 6 worden op het onmiddellijk lagere veelvoud van 4 afgerond, zonder inachtneming van gedeelten van één frank. »

5° § 5 van artikel 7 wordt vervangen als volgt :

« Ingeval het recht op het bij deze wet bepaalde pensioen wordt samengevoegd met een vergoedingspensioen, is artikel 9, § 5, van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen van toepassing. »

6° Het laatste lid van § 1 van artikel 8 vervalt.

7° Artikel 9 wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. — § 1. — Wanneer iemand een pensioen van burgerlijk slachtoffer van de oorlog 1940-1945 genoot op grond van de wetsbepalingen die vóór

rieures à la présente loi, que cette pension était toujours en cours le 1^{er} janvier 1954 et qu'une pension temporaire lui a été accordée en vertu de l'article 35, § 1^{er}, de la présente loi, la revision du taux d'invalidité aura lieu, par dérogation à l'article 8, § 1^{er}, à une date qui sera fixée par le Roi.

» § 2. — Sans préjudice du dernier alinéa de l'article 11 de la présente loi, la pension temporaire, ses majorations et indemnités complémentaires expirent le jour précédant celui de la revision du taux d'invalidité en conformité des articles 8 et 9, § 1^{er} de la présente loi. La pension, ses majorations et indemnités complémentaires, éventuellement accordées en vertu de l'article 20, § 3 de la présente loi, prennent cours au jour fixé pour la revision du taux d'invalidité de la pension temporaire.

» § 3. — Pour autant que la revision prévue par les articles 8 et 9 de la présente loi ne soit pas retardée par le fait de l'intéressé, la pension temporaire, ses majorations et indemnités complémentaires, continuent à être liquidées, à titre d'avances, jusqu'au jour précédant celui de la décision rendue en vertu de l'article 20, § 3 de la présente loi.

» Les avances ainsi payées s'imputent éventuellement sur les sommes dues en exécution de la décision rendue en vertu du dit article 20, § 3.

» § 4. — Les dites avances ne sont récupérables qu'en cas de dol du requérant constaté par la commission compétente. »

8^o a) Au a), § 1^{er}, de l'article 10, le chiffre « 90 » est remplacé par le chiffre « 100 »;

b) A l'article 10, § 1^{er}, b), les mots « indemnités au taux de 100 p. c. » sont remplacés par les mots « entraînant une invalidité indemnizable de 100 p. c. »

c) L'article 10, § 2, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant de l'indemnité est fixé comme suit :

» pour 90 p. c. : 8.748 francs;

» pour 85 p. c. : 7.500 francs;

» pour 80 p. c. : 5.000 francs;

d) Le § 3 de l'article 10 est remplacé par la disposition suivante :

« Les grands invalides indemnisés sur la base de 100 p. c. peuvent prétendre, en sus de la pension, aux indemnités reprises au tableau inséré dans l'article 15, b), des lois coordonnées sur les pensions de réparation. Lesdites indemnités sont toutefois majorées de 25 p. c. »

e) L'article 10, § 4, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le montant de l'indemnité est ramené au multiple de 4 immédiatement inférieur, compte non tenu des fractions de franc. »

deze wet van kracht waren, dit pensioen nog steeds liep op 1 Januari 1954 en hem een tijdelijk pensioen toegekend werd krachtens artikel 35, § 1, van deze wet, zal de herziening van de graad van invaliditeit, in afwijking van artikel 8, § 1, plaats hebben op een door de Koning vast te stellen datum.

» § 2. — Onverminderd het laatste lid van artikel 11 van deze wet, vervallen het tijdelijk pensioen, zijn verhogingen en aanvullende vergoedingen de dag vóór die van de herziening van het invaliditeitsbedrag overeenkomstig de artikelen 8 en 9, § 1, van deze wet. Het pensioen, zijn verhogingen en aanvullende vergoedingen, eventueel toegekend krachtens artikel 20, § 3, van deze wet, gaan in op de dag bepaald voor de herziening van het invaliditeitsbedrag van het tijdelijk pensioen.

» § 3. — Voor zover de herziening bepaald bij de artikelen 8 en 9 van deze wet niet wordt vertraagd door toedoen van de belanghebbenden, worden het tijdelijk pensioen, zijn verhogingen en aanvullende vergoedingen als voorschotten verder uitbetaald tot de dag die de beslissing gewezen krachtens artikel 20, § 3 van deze wet voorafgaat.

» De aldus betaalde voorschotten komen eventueel in mindering van de sommen verschuldigd in toepassing van de beslissing gewezen krachtens genoemd artikel 20, § 3.

» § 4. — Bedoelde voorschotten zijn slechts terugvorderbaar in geval van bedrog vanwege de verzoeker, door de bevoegde commissie vastgesteld. »

8^o a) In a), § 1, van artikel 10, wordt het getal « 90 » door het getal « 100 » vervangen ;

b) In artikel 10, § 1, b) worden de woorden «die een vergoeding ten bedrage van 100 pct. genieten » vervangen door de woorden « die een vergoedbare invaliditeit van 100 pct. tot gevolg heeft. »

c) Artikel 10, § 2, lid 3, wordt vervangen als volgt :

« Het bedrag der vergoeding is vastgesteld als volgt :

» voor 90 pct. : 8.748 frank;

» voor 85 pct. : 7.500 frank;

» voor 80 pct. : 5.000 frank. »

d) § 3 van artikel 10 wordt vervangen als volgt :

« De groot-invaliden, vergoed op basis van 100 pct., kunnen, behalve op het pensioen, aanspraak maken op de vergoedingen vermeld in de tabel ingevoegd in artikel 15, b), van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen. Bedoelde vergoedingen worden evenwel met 25 pct. verhoogd. »

e) Artikel 10, § 4, wordt aangevuld met een lid 2, luidende als volgt :

« Het bedrag der vergoeding wordt op het onmiddellijk lagere veelvoud van 4 afgerond, zonder inachtneming van gedeelten van één frank. »

9^o L'article 11, troisième alinéa, est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les cas prévus aux deux alinéas qui précèdent, le Ministre ou la commission compétente peut, sur avis de l'Office Médico-Légal, fixer une date postérieure en cas d'échelle progressive d'invalidité ou déterminer une échelle dégressive d'invalidité. »

10^o (nouveau) L'article 12, § 4, 3^o, 1^{er} alinéa, est remplacé par la disposition suivante :

« Si le droit à la pension ne peut être reconnu aux personnes citées ci-dessus, les père et mère de la victime ou l'un de ceux-ci lorsque l'autre est décédé. En cas de décès de la mère, est assimilée à celle-ci, la marâtre qui a élevé et entretenu la victime pendant une période de cinq ans au moins avant l'âge de 18 ans. »

11^o (ancien 10^o) a) Au 1^{er} alinéa du paragraphe 1^{er} de l'article 13, le chiffre « 500 » est remplacé par le chiffre « 550 ».

b) Le deuxième alinéa du paragraphe 1^{er} de l'article 13 est supprimé.

c) Le deuxième alinéa du § 2 de l'article 13 est remplacé par la disposition suivante :

« Si le remariage ou l'établissement en ménage a lieu postérieurement à la date de prise de cours de la pension, celle-ci est supprimée à dater du premier jour du trimestre qui suit celui au cours duquel a lieu le remariage ou le début de l'établissement en ménage. »

12^o (ancien 11^o) a) Les trois premiers alinéas de l'article 14, § 1, sont remplacés par la disposition suivante :

« Art. 14. — § 1. — Les enfants cités à l'article 12, § 4, 2^o, reçoivent, jusqu'à l'âge de 18 ans, une indemnité égale à l'allocation familiale pour orphelins visés par l'article 50bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, au taux prévu pour les orphelins de père et de mère et pour les orphelins de père dont la mère reste au foyer et n'exerce aucune activité professionnelle lucrative. »

« Peuvent seules être déduites de cette indemnité, les allocations dues en vertu de l'article 56bis des lois coordonnées visées ci-dessus et celles dues en vertu des articles 49 et 49bis de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 prévu par la loi du 10 juin 1937 étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés, avant que ces allocations aient été éventuellement réduites en application des articles 114 et 115 du même arrêté organique. »

b) Au § 2, 1^{er} alinéa, du même article 14, le chiffre « 308 » est remplacé par le chiffre « 340 ».

9^o Artikel 11, derde lid, wordt vervangen als volgt :

« In de gevallen bedoeld in de twee vorige leden kan de Minister of de bevoegde commissie op advies van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst een latere datum vaststellen in geval van stijgende invaliditeitsschaal of een dalende invaliditeitsschaal bepalen. »

10^o (nieuw) Artikel 12, § 4, 3^o 1^{ste} lid, wordt vervangen als volgt :

« De vader en de moeder van het slachtoffer of één van hen, wanneer de andere overleden is, indien het recht op pensioen niet aan voornoemde personen kan worden toegekend. Bij overlijden van de moeder wordt met haar de stiefmoeder gelijkgesteld welke het slachtoffer gedurende een periode van ten minste vijf jaren vóór de leeftijd van 18 jaar heeft opgevoed en onderhouden. »

11^o (oud 10^o) a) In het eerste lid van paragraaf 1 van artikel 13 wordt het getal « 500 » vervangen door het getal « 550 ».

b) Het tweede lid van paragraaf 1 van artikel 13 vervalt.

c) Het tweede lid van § 2 van artikel 13 wordt vervangen als volgt :

« Wanneer het nieuw huwelijk of de vorming van het huishouden plaats heeft na de ingangsdatum van het pensioen, wordt dit afgeschaft met ingang van de eerste dag van het kwartaal volgend op datgene waarin het nieuw huwelijk werd aangegaan of het huishouden werd gevormd. »

12^o (oud 11^o) a) De eerste drie leden van artikel 14, § 1, worden vervangen als volgt :

« Art. 14. — § 1. — De kinderen opgesomd in artikel 12, § 4, 2^o, ontvangen tot de leeftijd van 18 jaar een vergoeding gelijk aan de kindertoeslagen voor wezen, welke bepaald is bij artikel 50bis der samengeordende wetten betreffende de kindertoeslagen voor loonarbeiders, overeenkomstig de bedragen vastgesteld voor de volle wezen en voor de vaderloze wezen wier moeder thuis blijft en geen enkele winstgevende beroepsbedrijvigheid uitoefent. »

« Enkel de toeslagen verschuldigd krachtens artikel 56bis der bovengenoemde samengeordende wetten en de toeslagen verschuldigd krachtens de artikelen 49 en 49bis van het organiek koninklijk besluit van 22 December 1938, voorzien bij de wet van 10 Juni 1937 tot uitbreiding van de kindertoeslagen tot de werkgevers en tot de niet-loontrekken, mogen van die vergoeding in mindering komen voordat die toeslagen eventueel werden verminderd in toepassing van de artikelen 114 en 115 van hetzelfde organiek besluit. »

b) In § 2, 1^{ste} lid, van hetzelfde artikel 14, wordt het getal « 308 » door het getal « 340 » vervangen.

c) L'article 14, § 2, 1^{er} alinéa, c), est remplacé par la disposition suivante :

« Si le conjoint survivant ne peut prétendre ou ne peut plus prétendre à pension en vertu de la loi. »

d) Le 2^e alinéa du § 2 de l'article 14 supprimé.

e) Le premier alinéa du § 3 de l'article 14 est remplacé par la disposition suivante :

« Les limites d'âge fixées par les §§ 1^{er} et 2 ne sont pas retenues pour les enfants incapables, dès avant ces limites d'âge, d'exercer une profession quelconque, en raison de leur état physique ou mental. »

13^o (ancien 12^o) Les 3^{me}, 4^{me} et 5^{me} alinéas du § 1^{er}, de l'article 15, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les revenus à prendre en considération sont ceux afférents à l'exercice fiscal qui précède l'année au cours de laquelle la demande de pension a été introduite. Toutefois, lorsque la demande a été introduite avant l'entrée en vigueur de la présente loi, les revenus à prendre en considération sont ceux afférents à l'exercice fiscal 1952.

» L'incidence des revenus sur le droit à la jouissance de la pension reste invariable, lorsque les revenus visés par l'alinéa qui précède n'excèdent pas le minimum exonéré de l'impôt complémentaire personnel.

» Dans le cas contraire, l'incidence des dits revenus sur le droit à la jouissance de la pension restera invariable jusqu'au moment où les revenus afférents à un exercice fiscal ultérieur n'excéderont plus le minimum exonéré de l'impôt complémentaire personnel. La pension prendra alors cours au premier jour de cet exercice fiscal mais au plus tôt le 1^{er} janvier 1957. »

14^o (ancien 13^o) Le dernier alinéa de l'article 17 est remplacé par la disposition suivante :

« A l'exclusion des allocations prévues à l'article 14, § 1^{er}, les montants des pensions d'ayants droit, compte éventuellement tenu de la majoration visée par l'alinéa qui précède, sont arrondis au multiple de 4 immédiatement inférieur, compte non tenu des fractions de franc. »

15^o (ancien 14^o) Est inséré dans la loi un article 17^{bis} rédigé comme suit :

« Les veuves des invalides indemnisés au taux de 100 p. c. et en jouissance de la majoration prévue par l'article 6, § 2, de la loi, obtiennent la pension visée par l'article 13, § 1^{er}, même s'il n'est pas satisfait aux conditions imposées par les §§ 1^{er}, 2, 3 et 4, 1^{er} alinéa, 1^o, de l'article 12 de la loi.

» Le mariage doit toutefois avoir duré un an au moins. La veuve ne pouvait en outre, au décès de l'époux, être séparée de corps en vertu d'une

c) Artikel 14, § 2, 1^{ste} lid, c), wordt vervangen als volgt :

« Indien de langstlevende echtgenoot krachtens de wet geen aanspraak of niet langer aanspraak kan maken op pensioen. »

d) Het 2^e lid van § 2 van artikel 14 vervalt.

e) Het eerste lid van § 3 van artikel 14 wordt vervangen als volgt :

« De leeftijdsgrenzen bepaald bij de §§ 1 en 2 worden niet in acht genomen voor de kinderen welke reeds vóór die leeftijdsgrenzen wegens hun lichaams- of geestestoestand voor het uitoefenen van enig beroep ongeschikt zijn. »

13^o (oud 12^o) Het 3^e, 4^e en 5^e lid van § 1 van artikel 15 worden vervangen als volgt :

« De in aanmerking te nemen inkomsten zijn die welke behoren tot het belastingjaar dat voorafgaat aan het jaar tijdens hetwelk de pensioen-aanvraag is ingediend. Wanneer de aanvraag evenwel vóór de inwerkingtreding van deze wet is ingediend, worden de inkomsten in aanmerking genomen welke behoren tot het belastingjaar 1952.

» De invloed der inkomsten op het recht op het genot van het pensioen blijft onveranderd wanneer de inkomsten bedoeld in voorgaand lid het van de aanvullende personele belasting vrijgestelde minimum niet te boven gaan.

» In het tegenovergestelde geval zal de invloed van bedoelde inkomsten op het recht op het genot van het pensioen onveranderd blijven tot op het ogenblik dat de inkomsten welke behoren tot een later belastingjaar, het van de aanvullende personele belasting vrijgestelde minimum niet meer te boven gaan. Het pensioen zal alsdan ingaan op de eerste dag van belastingjaar, maar ten vroegste op 1 Januari 1957. »

14^o (oud 13^o) Het laatste lid van artikel 17 wordt vervangen als volgt :

« Met uitzondering van de vergoedingen bepaald bij artikel 14, § 1, worden de bedragen van de pensioenen van rechthebbenden, met eventuele inachtneming van de verhoging als bedoeld in het vorig lid, op het onmiddellijk lagere veelvoud van 4 afgerond, zonder inachtneming van gedeelten van één frank. »

15^o (oud 14^o) In de wet wordt een artikel 17^{bis} ingelast, luidende als volgt :

« De weduwen van invaliden, vergoed ten bedrage van 100 pct. en in het genot van de verhoging bepaald bij artikel 6, § 2, der wet, bekomen het pensioen bedoeld bij artikel 13, § 1, ook indien niet wordt voldaan aan de voorwaarden gesteld in de §§ 1, 2, 3 en 4, 1^{ste} lid, 1^o, van artikel 12 der wet.

» Het huwelijk moet evenwel ten minste één jaar hebben geduurd. De weduwe mocht bovendien, bij het overlijden van de echtgenoot, niet van

décision rendue à la demande de la victime. Les conditions imposées par l'article 13, § 2, de la loi sont d'application.

» Les enfants visés par l'article 12, § 4, 1^{er} alinéa, 2^o, qui sont issus d'un tel mariage, obtiennent, même s'il n'est pas satisfait aux conditions imposées par les §§ 1^{er}, 2, 3 et 4, 2^{me} et 3^{me} alinéas, de l'article 12 de la loi, les indemnités visées par l'article 14, § 1^{er}. La pension visée par l'article 14, § 2, leur est toujours accordée même s'il n'est pas satisfait aux conditions imposées par ce paragraphe. »

16^o (ancien 15^o) Au dernier alinéa de l'article 18 :

a) Les mots « auprès de toutes administrations publiques et notamment » sont intercalés entre les mots « fait dommageable » et les mots « auprès de l'Administration des Pensions Militaires »;

b) Au même alinéa, les mots « avec effet à la date de leur introduction » sont remplacés par les mots « avec effet à la date prévue par l'article 11 ».

17^o (ancien 16^o) a) Au pénultième alinéa du § 1^{er} de l'article 20, la phrase « les propositions des commissaires de l'Etat sont motivées » est supprimée;

b) Au troisième alinéa du § 2 de l'article 20, les mots « sur proposition motivée d'un commissaire de l'Etat » sont remplacés par les mots « sur proposition d'un commissaire de l'Etat »;

c) Au pénultième alinéa du § 2 de l'article 20, les mots « sur proposition motivée du commissaire de l'Etat » sont remplacés par les mots « sur proposition du commissaire de l'Etat »;

d) Les deux premiers alinéas du § 3 de l'article 20 sont remplacés par la disposition suivante :

« Lors des revisions quinquennales prévues aux articles 8 et 9, le Ministre, sans autre procédure, maintient ou augmente la pension, conformément aux conclusions de l'Office Médico-Légal.

» Par contre, s'il appert des conclusions de l'Office Médico-Légal que la pension paraît devoir être réduite ou supprimée, la commission compétente est saisie du dossier par le rapport du Commissaire de l'Etat. Dans ce dernier cas, les intéressés sont convoqués à l'audience de la commission compétente. »

18^o (ancien 17^o) Le § 3 de l'article 22 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Commissaire de l'Etat instructeur du dossier en appel peut recourir à expertise par l'Office Médico-Légal et doit le faire :

» 1) lorsque la contestation porte sur le degré d'invalidité ou lorsque ce degré n'a pas été fixé antérieurement;

tafel en bed gescheiden zijn krachtens een beslissing gevelde op aanvraag van het slachtoffer. De voorwaarden gesteld bij artikel 13, § 2, van de wet zijn van toepassing.

» De kinderen bedoeld in artikel 12, § 4, 1^{ste} lid, 2^o, die uit zulk een huwelijk zijn gesproten, bekomen, ook indien niet wordt voldaan aan de voorwaarden gesteld in de §§ 1, 2, 3 en 4, 2^e en 3^e lid van artikel 12 der wet, de vergoedingen bedoeld bij artikel 14, § 1. Het pensioen bedoeld bij artikel 14, § 2, wordt hun altijd verleend, zelfs indien niet wordt voldaan aan de voorwaarden in die paragraaf gesteld. »

16^o (oud 15^o) In het laatste lid van artikel 18 :

a) Worden, tussen het woord « ingediend » en de woorden « bij het Bestuur der Militaire Pensioenen » de woorden « bij alle openbare besturen, en met name » ingevoegd;

b) Worden, in hetzelfde lid, de woorden « met uitwerking op de datum van hun indiening » vervangen door de woorden « met uitwerking op de datum bepaald bij artikel 11 ».

17^o (oud 16^o) a) In het voorlaatste lid van § 1 van artikel 20 vervalt de volzin : « De voorstellen van de Staatscommissarissen zijn met redenen omkleed »;

b) In het derde lid van § 2 van artikel 20, worden de woorden « op gemotiveerde voordracht van een Staatscommissaris » vervangen door de woorden « op voorstel van een Staatscommissaris »;

c) In het voorlaatste lid van § 2 van artikel 20, worden de woorden « op met redenen omkleed voorstel van de Staatscommissaris » vervangen door de woorden « op voorstel van de Staatscommissaris »;

d) De eerste twee leden van § 3 van artikel 20 worden vervangen als volgt :

« Bij de vijfjaarlijkse herzieningen bedoeld in de artikelen 8 en 9 behoudt of verhoogt de Minister het pensioen zonder verdere procedure overeenkomstig de besluiten van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst.

» Zo daarentegen uit de besluiten van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst blijkt dat het pensioen schijnt verminderd of afgeschaft te moeten worden, dan wordt het dossier bij de bevoegde commissie aanhangig gemaakt door het verslag van de Staatscommissaris. In dit laatste geval worden de betrokkenen ter zitting van de bevoegde commissie opgeroepen. »

18^o (oud 17^o) § 3 van artikel 22 wordt vervangen als volgt :

« De Staatscommissaris die het dossier in beroep onderzoekt kan een deskundig onderzoek aan de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst vragen, en moet zulks vragen :

» 1) wanneer de graad van invaliditeit wordt betwist of niet vroeger was vastgesteld;

» 2) lorsque la contestation porte sur les causes médicalement admissibles du décès ou sur la relation médicale de causalité entre le fait de guerre et le décès.

» La Commission Supérieure d'Appel jouit de tous pouvoirs d'instruction et statue en dernier ressort par décision motivée. »

19^o (ancien 18) a) Le 1^o du § 2 de l'article 24 est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o Ceux qui ont été déboutés parce que le degré d'invalidité était insuffisant pour créer le titre à pension ou parce que l'infirmité constatée et reconnue imputable au fait dommageable n'entraînait pas d'invalidité. »

b) Au § 3 de l'article 24, les mots « qu'il a régulièrement fait valoir » sont remplacés par les mots « imputables au fait dommageable ».

c) Au § 4 de l'article 24, les mots « d'au moins 10 p. c. » sont remplacés par les mots « d'au moins 10 p. c. d'invalidité ».

20^o (ancien 19^o). La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 25 est remplacée par la phrase suivante :

« Toutefois, le Ministre ou la commission compétente et, en cas de recours, la Commission Supérieure d'Appel peut, sur avis de l'Office Médico-Légal, fixer une date postérieure en cas d'échelle progressive d'invalidité ou déterminer une échelle dégressive d'invalidité. »

21^o (ancien 20^o). Le 3^o de l'article 28 est remplacé par la disposition suivante :

« Ceux qui ont été déchus des droits prévus à l'article 123^{sexies} du Code pénal, en vertu des dispositions légales relatives à l'épuration civique, durant le temps de la déchéance. »

22^o (ancien 21^o) a). Au premier alinéa, première ligne de l'article 32, les mots « La Commission Supérieure d'Appel peut » sont remplacés par les mots « Les Commissions compétentes peuvent ».

b) Le premier alinéa, 1^o de l'article 32 est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o Lorsque les victimes ou les ayants droit ont démérité par des actes d'incivisme pendant l'occupation. Le bénéfice de la pension ne pourra toutefois être refusé ou retiré lorsque ces actes d'incivisme ont donné lieu à des poursuites judiciaires qui se sont clôturées par un acquittement, un sans-suite ou un non-lieu. »

c) Le b) du premier alinéa, 2^o de l'article 32 est supprimé.

23^o (nouveau) L'article 35, § 2, 1^o, est complété par les dispositions suivantes :

« Toutefois, le montant annuel des indemnités visées à l'article 14, § 1^{er}, tout comme celui de la

» 2) lorsque la contestation porte sur les causes médicalement admissibles du décès ou sur la relation médicale de causalité entre le fait de guerre et le décès.

» De Hogere Commissie van Beroep beschikt over alle macht van onderzoek en doet in laatste aanleg uitspraak bij een met redenen omklede beslissing. »

19^o (oud 18^o) a). N^r 1^o van § 2 van artikel 24 wordt vervangen als volgt :

« 1^o Zij die afgewezen werden omdat de invaliditeitsgraad onvoldoende was om een aanspraak op pensioen te rechtvaardigen of omdat het vastgestelde lichaamsgebrek, erkend als te wijten aan het schadelijk feit, geen invaliditeit tot gevolg had. »

b) In § 3 van artikel 24 worden de woorden « die hij op regelmatige wijze heeft laten gelden », vervangen door de woorden « die aan het schadelijk feit te wijten zijn ».

c) In § 4 van artikel 24 worden de woorden « van ten minste 10 pct. » vervangen door de woorden « van ten minste 10 pct. invaliditeit ».

20^o (oud 19^o). De laatste volzin van het tweede lid van artikel 25 wordt vervangen als volgt :

« De Minister of de bevoegde commissie en, in geval van beroep, de Hogere Commissie van Beroep, kan echter op advies van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst een latere datum vaststellen in geval van stijgende schaal van invaliditeit of een dalende schaal van invaliditeit bepalen. »

21^o (oud 20^o). N^r 3^o van artikel 28 wordt vervangen als volgt :

« Zij die ontzet zijn van de rechten bepaald in artikel 123^{sexies} van het Wetboek van Strafrecht krachtens de wetsbepalingen betreffende de epuratie inzake burgertrouw, gedurende de tijd der ontzetting. »

22^o (oud 21^o) a). In het eerste lid, eerste regel van artikel 32, worden de woorden « De Hogere Commissie van Beroep kan » vervangen door de woorden « De bevoegde commissies kunnen ».

b) Het eerste lid, 1^o van artikel 32 wordt vervangen als volgt :

« 1^o Wanneer de slachtoffers of de rechthebbenden de afkeuring verdiend hebben door daden van incivisme tijdens de bezetting. Het voordeel van het pensioen kan evenwel niet geweigerd of onttrokken worden wanneer deze daden van incivisme aanleiding hebben gegeven tot rechtsvervolgingen die op vrijspraak, sepositie of buitenvervolginstelling geëindigd zijn. »

c) In 2^o van het eerste lid van artikel 32 vervalt b).

23^o (nieuw) Artikel 35, § 2, 1^o, wordt aangevuld als volgt :

« Het jaarlijks bedrag van de vergoedingen bedoeld in artikel 14, § 1, evenals dat van het pen-

pension visée à l'article 14, § 2, dont peuvent bénéficier les orphelins est fixé comme suit :

» pour la période antérieure au 30 juin 1949 fr.	1.620
» pour la période du 1 ^{er} juillet 1949 au 30 septembre 1952.	8.400
» pour la période du 1 ^{er} octobre 1952 au 31 décembre 1953	10.200

» Lorsqu'il s'agit des indemnités visées par l'article 14, § 1^{er}, seules les déductions déterminées par cette disposition sont d'application. »

24^o (ancien 22^o) L'article 41 est complété par l'alinéa suivant :

« Sauf quand il est stipulé autrement par la loi, les conditions exigées des victimes civiles ou de leurs ayants droit s'apprécient aux dates fixées par les articles 11 et 17 de la loi ou au 1^{er} janvier 1954 dans les cas d'application de l'article 35, § 1^{er}. »

ART. 9.

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1957.

Toutefois, les dispositions des numéros 1^o, 2^o, 3^o, 4^o e), 5^o, 6^o, 8^o b), 11^o c), 12^o e), 15^o, 16^o, 19^o, 23^o et 24^o de l'article 6 ont effet au 1^{er} janvier 1954.

Les revisions résultant des articles 1, 2, 3 et 4, 1^o, de la présente loi, des numéros 4^o à l'exception du littéra e), 8^o à l'exception du littéra b), 11^o à l'exception du littéra c), 12^o à l'exception des littéras c) et e) et 14^o de l'article 6, ainsi que de l'article 7 de la présente loi, sont faites d'office et à l'initiative du Ministre qui a les intérêts des victimes de la guerre dans ses attributions.

Les décisions exécutoires déjà rendues en vertu de la loi du 15 mars 1954 et qui ne sont pas conformes soit aux dispositions reprises au deuxième alinéa du présent article, soit aux numéros 10^o, 12^o, littéra c), 13^o, 21^o et 22^o de l'article 6, sont revisées soit à l'initiative du Ministre compétent, soit à la demande des intéressés. Lorsque la demande émane des intéressés, elle devra, sauf cas de force majeure, être introduite dans un délai de un an à dater de la publication de la présente loi au *Moniteur Belge*. La décision est rendue par les autorités compétentes en vertu des articles 20, 21 et 22 de la loi du 15 mars 1954.

Les pouvoirs attribués par la présente loi au Ministre qui a les intérêts des victimes de la guerre dans ses attributions peuvent être délégués par lui, sous sa responsabilité et son contrôle, à un ou plusieurs fonctionnaires relevant de son Ministère.

sioen bedoeld in artikel 14, § 2, welke de wezen kunnen genieten, wordt evenwel vastgesteld als volgt :

» voor de periode die aan 30 Juni 1949 voorafgaat fr.	1.620
» voor de periode van 1 Juli 1949 tot 30 September 1952	8.400
» voor de periode van 1 October 1952 tot 31 December 1953	10.200

» Betreft het vergoedingen als bedoeld in artikel 14, § 1, dan zijn enkel de in die bepalingen vastgestelde verminderingen van toepassing. »

24^o (oud 22^o) Artikel 41 wordt aangevuld met het navolgende lid :

« Tenzij de wet het anders bepaalt worden de voorwaarden vereist van de burgerlijke slachtoffers of van hun rechthebbenden beoordeeld op de data vastgesteld in de artikelen 11 en 17 van de wet of op 1 Januari 1954 in de gevallen waarin artikel 35, § 1, van toepassing is. »

ART. 9.

Deze wet treedt in werking op 1 Januari 1957.

Het bepaalde bij de nummers 1^o, 2^o, 3^o, 4^o e), 5^o, 6^o, 8^o b), 11^o c), 12^o e), 15^o, 16^o, 19^o, 23^o en 24^o van artikel 6 heeft evenwel uitwerking met ingang van 1 Januari 1954.

Herzieningen voortvloeiend uit de artikelen 1, 2, 3 en 4, 1^o, van deze wet, uit de nummers 4^o met uitzondering van littera e), 8^o met uitzondering van littera b), 11^o met uitzondering van littera c), 12^o met uitzondering van de littéras c) en e) en 14^o van artikel 6 en uit artikel 7 van deze wet geschieden ambtshalve en op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de belangen der oorlogsslachtoffers behoren.

Uitvoerbare beslissingen reeds uitgesproken krachtens de wet van 15 Maart 1954, welke niet in overeenstemming zijn hetzij met de bepalingen vervat in het tweede lid van dit artikel, hetzij met de nummers 10^o, 12^o, littéra c), 13^o, 21^o en 22^o van artikel 6, worden herzien, hetzij op voordracht van de bevoegde Minister, hetzij op aanvraag van de belanghebbenden. Wanneer de aanvraag uitgaat van de belanghebbenden moet zij, behoudens overmacht, worden ingediend binnen een termijn van één jaar te rekenen van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*. De beslissing wordt uitgesproken door de overheden die bevoegd zijn krachtens de artikelen 20, 21 en 22 van de wet van 15 Maart 1954.

De Minister tot wiens bevoegdheid de belangen der oorlogsslachtoffers behoren, kan de hem bij deze wet toegekende macht, op zijn verantwoordelijkheid en onder zijn toezicht, overdragen aan een of verschillende ambtenaren van zijn Ministerie.

ART. 10 (nouveau).

En vue de faire face aux dépenses résultant de la présente loi, il est ouvert au budget des pensions pour l'exercice 1957 un crédit de 52.100.000 francs, sous un article 103-6 nouveau libellé comme suit :

« Art. 103-6. — Sommes à mettre à la disposition de la Caisse Nationale des pensions de la guerre en vue d'assurer l'application de la loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparation à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918 et victimes civiles de la guerre 1940-1945 : 52.100.000 francs.

Les ordonnancements à charge de ce crédit sont assurés à l'intervention du Ministère de la Santé Publique et de la Famille. »

ART. 10 (nieuw).

Om de uitgaven te bekostigen voortvloeiend uit deze wet wordt in de begroting van pensioenen voor het dienstjaar 1957 een krediet van . 52 miljoen 100.000 frank geopend, onder een artikel 103-6 nieuw, luidend als volgt :

« Art. 103-6. — Sommen ter beschikking te stellen van de Nationale Kas voor oorlogspensioenen ten einde de toepassing te verzekeren van de wet strekkende tot het verwezenlijken van sommige aanpassingen in zake het herstel te verlenen aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 en aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 : 52.100.000 frank.

De ordonnancerings ten bezware van dit krediet worden verzekerd door toedoen van de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin. »

ANNEXE I.

Pensions d'invalidité des victimes civiles
des deux guerres.

(Régime actuel).

BIJLAGE I.

Invaliditeitspensioenen voor de burgerlijke
slachtoffers van beide oorlogen.

(Huidige regeling).

Taux — Percentage	Victimes civiles guerre 1914-1918 <i>Burgerlijke slachtoffers 1914-1918</i>		Victimes civiles guerre 1940-1945 <i>Burgerlijke slachtoffers 1940-1945</i>	
	Victimes accidentelles — <i>Toevallige slachtoffers</i>	Victimes patriotiques — <i>Patriottische slachtoffers</i>	Victimes accidentelles, déportés et mobilisés de force dans la Wehrmacht — <i>Toevallige slachtoffers, gedepoteerden en verplicht ingelijfden in de Wehrmacht</i>	Réfractaires — <i>Werkweigeraars</i>
10 %	1.788	2.776	1.960	2.156
15 %	2.681	4.168	2.810	3.091
20 %	3.576	5.556	3.930	4.323
25 %	4.471	6.948	5.060	5.566
30 %	6.064	8.336	6.750	7.425
35 %	7.075	9.728	7.870	8.657
40 %	8.086	11.116	9.000	9.900
45 %	9.097	12.508	10.120	11.132
50 %	10.108	13.896	11.250	12.375
55 %	11.118	15.288	12.370	13.607
60 %	14.463	19.884	14.900	16.390
65 %	15.667	21.540	16.030	17.633
70 %	16.873	23.200	18.000	19.800
75 %	18.079	24.856	19.400	21.340
80 %	19.283	26.512	21.650	23.815
85 %	20.489	28.172	23.060	25.366
90 %	21.693	29.898	25.310	27.841
95 %	22.899	31.484	26.710	29.381
100 %	24.105	33.144	29.250	32.175

Régime spécial amputés et invalides à 100 % en jouissance de l'indemnité spéciale
pour aide d'une tierce personne.

*Bijzondere regeling geamputeerden en invaliden 100 % die een extravergoeding genieten
voor hulp van een derde persoon.*

80 %	22.394	30.792	23.815
85 %	23.794	32.716	25.366
90 %	25.194	34.640	27.841
95 %	26.533	36.564	29.381
100 %	27.993	38.488	32.175

ANNEXE II.

BIJLAGE II.

Pensions d'invalidité des victimes civiles
des deux guerres.

(Régime projet de loi).

Invaliditeitspensioenen van de burgerlijke
slachtoffers van beide oorlogen.

(Regeling wetsontwerp).

Taux — Percentage	Victimes civiles guerre 1914-1918 <i>Burgerlijke slachtoffers 1914-1918</i>		Victimes civiles guerre 1940-1945 <i>Burgerlijke slachtoffers 1940-1945</i>	
	Victimes accidentelles — <i>Toevallige slachtoffers</i>	Victimes patriotiques — <i>Patriottische slachtoffers</i>	Victimes accidentelles, déportés et mobilisés de force dans la Wehrmacht — <i>Toevallige slachtoffers, gedepoteerden en verplicht ingelijden in de Wehrmacht</i>	Réfractaires — <i>Werkweigeraars</i>
10 %	2.156	3.052	2.156	2.368
15 %	3.088	4.584	3.088	3.400
20 %	4.320	6.108	4.320	4.752
25 %	5.564	7.640	5.564	6.120
30 %	7.424	9.168	7.424	8.164
35 %	8.656	10.700	8.656	9.520
40 %	9.900	12.224	9.900	10.888
45 %	11.132	13.756	11.132	12.244
50 %	12.372	15.284	12.372	13.612
55 %	13.604	16.816	13.604	14.964
60 %	16.388	21.872	16.388	18.028
65 %	17.632	23.692	17.632	19.396
70 %	19.800	25.520	19.800	21.780
75 %	21.340	27.340	21.340	23.472
80 %	23.812	29.160	23.812	26.196
85 %	25.364	30.988	25.364	27.900
90 %	27.840	32.808	27.840	30.624
95 %	29.380	34.632	29.380	32.316
100 %	32.172	36.456	32.172	35.392

Régime spécial amputés et invalides à 100 % en jouissance de l'indemnité spéciale
pour aide d'une tierce personne.

*Bijzondere regeling geamputeerden en invaliden 100 % die een extravergoeding genieten
voor hulp van een derde persoon.*

80 %	27.384	35.408	27.384
85 %	29.168	37.620	29.168
90 %	32.016	39.836	32.016
95 %	33.788	42.048	33.788
100 %	37.000	44.260	37.000